

*Afdeling 7 — Indexering*

**Art. R. 270bis - 18.** De bedragen bedoeld in de artikelen R. 270bis-4, R. 270bis-9 (wat betreft de vergoeding i.v.m. de inning van de C.V.A.) en R. 270bis-11 van dit hoofdstuk worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd op grond van de evolutie van de prijzenindex, met verwijzing naar de gezondheidsindex van toepassing op 1 september 2005. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel R. 270bis-8 bedoeld in artikel 1, dat op 1 januari 2006 in werking treedt.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 juli 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

---

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 2045

[2005/202116]

**14 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Code de l'eau, établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du 3 mars 2005 relatif au livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, notamment l'article D.228;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2004;

Vu l'avis du Comité de contrôle de l'eau du 31 janvier 2004;

Vu l'avis de la Commission consultative des eaux du 28 janvier 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 24 janvier 2005;

Vu l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau du 9 février 2005;

Vu l'avis d'Aquawal du 2 février 2005;

Vu la proposition du Comité de direction de la Société publique de Gestion de l'Eau du 8 octobre 2004;

Considérant le contrat de gestion avenant le 29 février 2000 entre le Gouvernement wallon et la Société publique de Gestion de l'Eau;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 juin 2005 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est inséré dans le titre II de la partie III de la partie réglementaire du livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, coordonné le 3 mars 2005, un chapitre I<sup>er bis</sup> intitulé "Plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne" et comprenant les articles R. 308bis à R. 308bis - 34, rédigé comme suit :

**CHAPITRE I<sup>er bis</sup>. — Plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne**

**Section 1<sup>re</sup>. — Définitions**

**Art. R. 308bis -** Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

- Code de l'eau : livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, coordonné le 3 mars 2005;
- producteur : titulaire d'une ou plusieurs prises d'eau en Région wallonne;
- règles d'évaluation : règles qui président aux évaluations dans l'inventaire prévu à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises et, notamment, aux constitutions et ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques et charges ainsi qu'aux réévaluations;
- arrêté royal du 30 janvier 2001 : arrêté royal portant exécution du Code des sociétés;
- réseau de distribution : ensemble d'installations de distribution d'eau dont les limites géographiques sont assimilées au maximum à un et un seul sous-bassin;
- chiffre d'affaires : montant des ventes et des prestations de services à des tiers, relevant de l'activité habituelle de la société, déduction faite des réductions commerciales sur ventes (remises, ristournes et rabais);
- investissements d'exploitation : actifs immobilisés propres à chaque activité et ne comprenant pas les actifs affectés aux services fonctionnels généralement communs aux activités de production et de distribution;
- personnel d'exploitation : personnel affecté à l'exploitation par opposition au personnel des services fonctionnels travaillant pour les activités de production et de distribution;
- service communal : service communal responsable de la production et/ou de la distribution de l'eau et à gestion intégrée au sein de la commune;
- nouvelle comptabilité communale : arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;
- unité de production : ensemble d'ouvrages qui appartiennent à un même cycle de production, qui regroupe pour une même zone de site(s) de captage(s) les différentes phases de protection des captages, prise d'eau, traitement de l'eau, première mise en pression, ouvrage de stockages et autres éléments (conduites d'adduction internes,...);
- ligne de transport : ensemble d'ouvrages comprenant les conduites d'adduction et autres éléments de transport (station de surpression, château d'eau,...) - y compris les éléments de sécurisation du réseau d'adduction.

*Section 2. — Principes généraux*

**Art. R. 308bis** - 1. Le plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne vise à dresser les règles applicables par les distributeurs et les producteurs d'eau pour déterminer le coût-vérité à la distribution (CVD) de l'eau en Région wallonne, tel que défini par l'article 228 de la partie décrétole. Le plan comptable est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. R. 308bis** - 2. Le présent chapitre définit les règles applicables à l'élaboration d'un plan comptable "Producteur" et d'un plan comptable "Distributeur" par l'ensemble des opérateurs ayant une activité de production et/ou de distribution publique d'eau.

**Art. R. 308bis** - 3. La fin de l'activité de production s'établit au compteur de tête de la distribution et coïncide avec le début d'un réseau de distribution.

**Art. R. 308bis** - 4. Les frais communs à l'activité de production et de distribution sont alloués entre les deux activités sur base d'une clé d'allocation générale déterminée à partir des paramètres pondérés suivants :

- chiffre d'affaires 25 %;
- investissements d'exploitation (en valeur nette) 15 %;
- temps presté par le personnel direct d'exploitation 60 %.

*Section 3. — Plan comptable de l'eau "Producteur"**Sous-section 1<sup>re</sup>. — Principes généraux*

**Art. R. 308bis** - 5. § 1<sup>er</sup>. - Chaque producteur en Région wallonne établit annuellement un compte d'exploitation par unité de production et par ligne de transport ainsi qu'un compte d'exploitation récapitulatif de la "Production" conformément aux dispositions contenues aux sous-sections 2, 3 et 4 de la présente section.

§ 2. - La présente section n'est pas applicable aux services communaux qui opèrent comme producteur à l'intérieur d'une commune, à l'exception des dispositions prévues à la section 5 du présent chapitre.

*Sous-section 2. — Règles d'évaluation*

**Art. R. 308bis** - 6. - Les règles d'évaluation qui président à l'élaboration du plan comptable "Producteur" découlent de l'application des dispositions réglementaires en vigueur et sont conformes aux règles définies aux articles R. 308bis - 7 à R. 308bis - 9 de la présente sous-section.

**Art. R. 308bis** - 7. § 1<sup>er</sup>. - Le mode de comptabilisation des actifs immobilisés corporels est présenté en annexe XLIX. a de la partie réglementaire et est conforme aux prescriptions du droit comptable en vigueur.

§ 2. - Les amortissements des actifs immobilisés corporels doivent être constitués systématiquement sur base des méthodes arrêtées par la société conformément à l'annexe XLIX. b de la partie réglementaire.

§ 3. - Il n'est pas procédé à une réévaluation systématique des actifs immobilisés corporels. La réévaluation ne pourra se faire que sur base des règles du droit comptable en vigueur. Une annexe est complétée chaque année qui mentionne le montant des réévaluations, leur justification et l'impact sur le compte de résultats.

§ 4. - Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, les nouvelles règles d'amortissement définies au § 2 du présent article s'appliquent aux actifs immobilisés existant sur la durée résiduelle d'amortissement sur la valeur brute des actifs déterminée au 31 décembre 2005.

**Art. R. 308bis** - 8. - Dans les cas où un opérateur effectue des travaux par son personnel propre ayant la nature d'une production immobilisée, le montant des frais directs est augmenté d'une quote-part de couverture de frais indirects, représentant les frais d'études, de coordination et de surveillance. Ces frais sont imputés sur la base des prestations réelles du bureau d'études; alternativement, les frais sont répartis en ajoutant un pourcentage forfaitaire du montant des soumissions (étude 7,5 %) et/ou des réalisations (coordination 2 % et surveillance 5,5 %). L'application de cette seconde méthode requiert que l'opérateur soit en mesure de démontrer que le total des frais standards ne s'écarte pas significativement du montant total des frais réels. Ces frais sont activés et amortis selon les mêmes règles que l'investissement principal.

**Art. R. 308bis** - 9. - L'intervention partielle ou totale que la Société publique de Gestion de l'Eau réalise dans le cadre de la protection des captages et qui porte sur l'acquisition d'une immobilisation corporelle fait l'objet d'un enregistrement par le producteur dans un compte de la classe 15 ad hoc dénommé "Intervention Société publique de Gestion de l'Eau - protection des captages". Si applicable, cette intervention est amortie au même rythme que l'actif immobilisé correspondant.

*Sous-section 3. — Compte d'exploitation analytique d'une unité de production et d'une ligne de transport*

**Art. R. 308bis** - 10. - Le compte d'exploitation analytique d'une unité de production et d'une ligne de transport sont établis conformément au schéma prévu à l'article R. 308bis - 12. Le contenu des postes du compte d'exploitation est défini à l'annexe L de la partie réglementaire.

**Art. R. 308bis** - 11. - La clé d'allocation des frais communs aux unités de production/lignes de transport se base sur le coût direct des unités de production/lignes de transport.

**Art. R. 308bis** - 12. - Schéma du compte d'exploitation analytique d'une unité de production et d'une ligne de transport :

		<b>Rubriques du compte d'exploitation</b>
<b>1</b>		<b>Prestations techniques (ventilées en) :</b>
	1	Personnel
	2	Déplacement
	3	Matériaux mis en œuvre
	4	Utilisation engins génie civil
	5	Autres (factures de tiers)
<b>2</b>		<b>Achats d'Eau brute</b>
<b>3</b>		<b>Force motrice</b>
<b>4</b>		<b>Réactifs et Boues</b>
	1	Réactifs
	2	Boues
<b>5</b>		<b>Autres frais directs</b>
	1	Frais bâtiments spécifiques
	2	Autres (factures de tiers)
<b>6</b>		<b>Amortissements directs des installations d'exploitation</b>
<b>7</b>		<b>Coût du service de protection</b>
<b>8</b>		<b>Télégestion</b>
<b>9</b>		<b>Frais de laboratoire</b>
<b>10</b>		<b>Frais de structure (ventilé en) :</b>
	1	Direction
	2	Administration
	3	Service juridique
	4	Service clientèle & recouvrement
	5	Etudes/dessins
	6	Service informatique
	7	Frais Généraux Administratifs
	8	autres (à préciser)
<b>11</b>		<b>Charges financières</b>
<b>12</b>		<b>Provisions &amp; charges exceptionnelles</b>
	1	Dotations et reprises de provisions
	2	Charges exceptionnelles
<b>13</b>		<b>Ajustements des coûts (+/-)</b>
<b>14</b>		<b>COUT-VERITE DE L'UNITE DE PRODUCTION LIGNE DE TRANSPORT (sections 1<sup>re</sup> à 13)</b>

Sous-section 4. — *Compte d'exploitation récapitulatif "Production"*

**Art. R. 308bis** - 13. - Le compte d'exploitation récapitulatif "Production" est établi par le producteur conformément au schéma prévu à l'article R. 308bis - 14. Le contenu des postes du compte d'exploitation récapitulatif "Production" est défini à l'annexe LI de la partie réglementaire.

**Art. R. 308bis** - 14. - Schéma du compte d'exploitation récapitulatif "Production" :

I. Ventes d'eau par la Production	
II.A Coût-vérité des Unités de Production	
Unité XXX Unité UUU Unité YYY	Total
II.B Coût-vérité des Lignes de transport	
Ligne AAA Ligne BBB Ligne CCC	Total
II.C Achats d'Eau traitée	
II. Coût-vérité total de la production d'Eau (II.A + II.B + II.C)	
III. Résultat net de la vente d'Eau (I-II)	
IV. Résultat net sur les travaux nets facturés aux tiers	
Travaux à charge des tiers Montants facturés aux tiers (-) Autre frais non directement liés au coût-vérité de la production Autres recettes diverses (-)	Total
V. Résultat net de l'activité "Production" (III + IV )	

## Section 4. — Plan comptable de l'Eau "Distributeur"

Sous-section 1<sup>re</sup>. — *Principes généraux*

**Art. R. 308bis** - 15. § 1<sup>er</sup>. - Chaque distributeur en Région wallonne établit annuellement un compte d'exploitation par réseau de distribution ainsi qu'un compte d'exploitation récapitulatif de la "Distribution" conformément aux dispositions contenues aux sous-sections 2, 3 et 4 de la présente section.

§ 2. - La présente section n'est pas applicable aux services communaux qui opèrent comme distributeur à l'intérieur d'une commune, à l'exception des dispositions prévues à la section 5 du présent chapitre.

**Art. R. 308bis** - 16. - Lorsqu'un réseau de distribution coïncide avec une commune et se situe sur deux sous-bassins hydrographiques voire plus, le distributeur est autorisé à calculer le coût-vérité distribution pour le réseau entier et de scinder ensuite ce coût pour le répartir par sous-bassin hydrographique sur base d'une clé pondérée de manière égale entre le nombre de raccordements et la consommation facturée dans chaque sous-bassin.

Sous-section 2. — *Règles d'évaluation*

**Art. R. 308bis** - 17. - Les règles d'évaluation qui président à l'élaboration du plan comptable "Distributeur" découlent de l'application des dispositions réglementaires en vigueur et sont conformes aux règles définies aux articles R. 308bis - 18 à R. 308bis - 20 de la présente sous-section.

**Art. R. 308bis** - 18. § 1<sup>er</sup>. - Le mode de comptabilisation des actifs immobilisés corporels est présenté en annexe LII. a de la partie réglementaire et est conforme aux prescriptions du droit comptable en vigueur.

§ 2. - Les amortissements des actifs immobilisés corporels doivent être constitués systématiquement sur base des méthodes arrêtées par la société conformément à l'annexe LII. b de la partie réglementaire.

§ 3. - Les §§ 3 et 4 de l'article R. 308bis - 7 de la partie réglementaire sont applicables aux distributeurs soumis aux dispositions de la présente section.

**Art. R. 308bis** - 19. - l'article R. 308bis - 8 de la partie réglementaire est applicable aux distributeurs soumis aux dispositions de la présente section.

**Art. R. 308bis** - 20. - Les créances douteuses sont isolées des autres créances commerciales à un an au plus et font l'objet d'une réduction de valeur déterminée sur la base forfaitaire en fonction de l'antériorité des créances ouvertes :

- au-delà d'un an 30 %;
- au-delà de deux ans 75 %;
- au-delà de trois ans 100 %.

La provision est établie hors taxe Région wallonne et hors T.V.A. La première tranche de réduction de valeur peut s'appliquer, pour les clients domestiques, après la décision du C.P.A.S. de ne pas recourir au Fonds social de l'eau, soit après environ 120 jours.

**Art. R. 308bis** - 21. - Des provisions pour risques et charges spécifiques peuvent notamment être constituées pour se prémunir contre le risque lié aux intempéries ( gel des conduites,...). Dans ce cas, la valorisation est estimée sur base statistique en fonction de la fréquence et de l'importance des dégâts occasionnés.

Sous-section 3. — *Compte d'exploitation analytique d'un réseau de distribution*

**Art. R. 308bis - 22.** - Le compte d'exploitation analytique d'un réseau de distribution est établi conformément au schéma prévu à l'article R. 308bis - 24 de la présente sous-section. Le contenu des postes du compte d'exploitation est défini à l'annexe LIII de la partie réglementaire.

**Art. R. 308bis - 23.** - La clé d'allocation pour allouer les frais communs aux réseaux de distribution se base sur le nombre de raccordements.

**Art. R. 308bis - 24.** - Schéma du compte d'exploitation analytique d'un réseau de distribution :

		<b>Rubriques du compte d'exploitation</b>
<b>1</b>		<b>Prestations techniques entretien (ventilées en) :</b>
	1	Personnel
	2	Déplacement
	3	Matériaux mis en œuvre
	4	Utilisation engins génie civil
	5	Autres (factures de tiers)
<b>2</b>		<b>Coût des relevés (ventilé en) :</b>
	1	Personnel
	2	Déplacement
	3	Frais informatiques
	4	Autres (factures de tiers)
<b>3</b>		<b>Achats d'Eau (hors assainissement)</b>
<b>4</b>		<b>Autres frais directs (ventilés en) :</b>
	1	Frais bâtiments spécifiquement affectés à ce réseau de distribution
	2	Autres (factures de tiers)
<b>5</b>		<b>Amortissements des installations d'exploitation</b>
<b>6</b>		<b>Redevance et/ou indemnité d'occupation publique</b>
<b>7</b>		<b>Frais de structure (ventilé en) :</b>
	1	Direction
	2	Administration
	3	Service juridique
	4	Service clientèle & recouvrement
	5	Etudes/dessins
	6	Service informatique
	7	Frais Généraux Administratifs
	8	autres (à préciser)
<b>8</b>		<b>Charges financières</b>
<b>9</b>		<b>Réductions de valeur &amp; moins-values, provisions, charges exceptionnelles</b>
	1	Réductions de valeurs & moins-values
	2	Provisions
	3	Charges exceptionnelles
<b>10</b>		<b>Ajustements des coûts (+/-)</b>

		<b>Rubriques du compte d'exploitation</b>
<b>1</b>		<b>Prestations techniques entretien (ventilées en) :</b>
<b>11</b>		<b>COÛT-VERITE DU RESEAU DE DISTRIBUTION ( sections 1<sup>re</sup> à 10)</b>

Sous-section 4. — *Compte d'exploitation récapitulatif "Distribution"*

**Art. R. 308bis** - 25. - Le compte d'exploitation récapitulatif "Distribution" est établi par le distributeur conformément au schéma prévu à l'article R. 308bis - 26 de la présente section. Le contenu des postes du compte d'exploitation récapitulatif "Distribution" est défini à l'annexe LIV de la partie réglementaire.

**Art. R. 308bis** - 26. - Schéma du compte d'exploitation récapitulatif "Distribution" :

I. Ventes d'Eau par la distribution
II.A Coût-vérité des Réseaux de Distribution Réseau de distribution... Réseau de distribution... Réseau de distribution...  Total
II.B Autres charges incorporées au prix de ventes d'eau II.C Coût-vérité Distribution Total (II.A + II.B) II.D Coût-vérité Assainissement Total
II.E Fonds Social
II. Coût-vérité total aux consommateurs (II.C + II.D + II.E)
III. Résultat net de la vente d'Eau (I-II) IV. Résultat net sur les travaux nets facturés aux tiers Travaux à charge des tiers Montants facturés aux tiers (-) Autres frais non directement liés au coût-vérité de la distribution Autres recettes diverses (-)  Total
V. Résultat net de l'activité "Distribution" (III + IV)

Section 5. — Plan comptable de l'eau "Service communal"

Sous-section 1<sup>re</sup>. — *Principes généraux*

**Art. R. 308bis** - 27. § 1<sup>er</sup>. - La présente section définit les règles applicables en matière de plan comptable de l'eau au producteur ou distributeur ayant la forme d'un service communal.

§ 2. - Les règles d'évaluation définies à la sous-section 2 sont applicables aux producteurs et aux distributeurs soumis aux dispositions de la présente section.

Sous-section 2. — *Règles d'évaluation*

**Art. R. 308bis** - 28. - La source de l'information comptable est le compte du service ordinaire à l'exercice propre sauf si l'enregistrement sur cette base ne présente pas une image fidèle des comptes du service communal. Dans ce dernier cas, et seulement si cela est significatif, l'information comptable est retraitée pour incorporer les dépenses liées aux biens livrés ou aux services prestés mais n'ayant pas fait l'objet d'une imputation ou les recettes acquises mais n'ayant pas encore fait l'objet de droits constatés.

**Art. R. 308bis** - 29. § 1<sup>er</sup>. - Tenant compte de leur importance relative, les frais de consommables sont enregistrés en dépenses (imputations) et ne font pas l'objet d'un retraitement d'inventaire en fin d'année.

§ 2. - Tenant compte de leur importance relative, les règles de revalorisation des actifs immobilisés applicables aux pouvoirs locaux restent applicables au service communal.

§ 3. - Les taux d'amortissement applicables sont ceux définis par la nouvelle comptabilité communale.

§ 4. - Tenant compte de leur importance relative, le service communal ne comptabilise pas de réduction de valeur sur créances douteuses mais reconnaît la perte d'une créance au moment de l'enregistrement d'une non-valeur.

§ 5. - La commune met en place des procédures qui assurent une facturation interne des travaux réalisés par d'autres services, basée sur les prestations effectuées et les consommations.

§ 6. - Tenant compte de leur importance relative et du fait de l'application du Code de l'eau prescrivant l'obligation d'une facture trimestrielle d'acompte, le service communal ne comptabilise pas d'ajustement relatif aux factures de vente à établir en fin d'année.

Sous-section 3. — *Comptes d'exploitation "Producteur-Service communal"*

**Art. R. 308bis** - 30. § 1<sup>er</sup>. - Chaque producteur en Région wallonne soumis aux dispositions de la présente section établit annuellement un compte d'exploitation commun pour l(es) unité(s) de production et pour la(es) ligne(s) de transport ainsi qu'un compte d'exploitation récapitulatif de la "Production" conformément aux dispositions des sous-sections 3 et 4 de la section 3 et de ses annexes.

§ 2. - De par ses caractéristiques propres, les frais de structure des services communaux - composés d'une quote-part de frais de personnel (receveur, secrétaire et autre), de frais des élus communaux et de frais divers (locaux,...) - sont isolés dans le compte du service ordinaire à l'exercice propre et sont alloués au service communal au pro rata des frais de personnel direct.

Sous-section 4. — *Comptes d'exploitation "Distributeur-Service communal"*

**Art. R. 308bis** - 31. § 1<sup>er</sup>. - Chaque distributeur en Région wallonne soumis aux dispositions de la présente section établit annuellement un compte d'exploitation du réseau de distribution ainsi qu'un compte d'exploitation récapitulatif de la "Distribution" conformément aux dispositions des sous-sections 3 et 4 de la section 4 et de ses annexes.

§ 2. - L'article R. 308bis - 30. § 2 est applicable aux distributeurs soumis aux dispositions de la présente section.

**Art. R. 308bis** - 32. - Si un service communal opère sur deux sous-bassins hydrographiques, les modalités définies à l'article R. 308bis - 16 de la partie réglementaire sont applicables.

Section 6. — Mise en œuvre, publication et information

**Art. R. 308bis** - 33. - Un comité consultatif dont la composition est déterminée par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est constitué en vue d'accompagner le processus de mise en œuvre et l'application du plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne.

**Art. R. 308bis** - 34. - Chaque année, les opérateurs soumis aux dispositions du présent chapitre déposent au secrétariat du Comité de contrôle de l'eau, pour le 30 juin au plus tard de l'année suivante, les comptes d'exploitation récapitulatifs des activités "production" et "distribution" selon les schémas prévus aux articles R. 308bis - 14 et R. 308bis - 26.

Ensuite, à la demande du Comité de contrôle de l'eau, tout ou partie des comptes d'exploitation analytiques des unités de production, des lignes de transport et des réseaux de distribution devront lui être déposés dans les quinze jours.

Les modalités de transmission de ces informations sont déterminées par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions sur proposition du Comité de contrôle de l'eau.

Au besoin, le format et la présentation de ces informations sont précisés par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions sur proposition du Comité de contrôle de l'eau.

Pour permettre au Comité de contrôle de l'eau d'exercer ses missions telles que définies dans le Code de l'eau, notamment aux articles D.4, R. 18 à R. 20, R. 30 et R. 031, et d'évaluer les comptes d'exploitation des opérateurs par rapport à leur performance et niveau de service de distribution, le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions peut arrêter, sur proposition du Comité de contrôle de l'eau, les éléments d'information à fournir par les opérateurs au Comité de contrôle de l'eau, ainsi que les modalités de transmission de ceux-ci.

**Art. 2.** Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau, il est ajouté les annexes XLIX à LIV rédigées comme suit :

ANNEXE XLIX : Actifs immobilisés corporels (production)

XLIX.a. Classification en comptabilité générale.

Classe 22 :

- Terrains.
- Bâtiments (Bâtiments durables (selon type de construction) - Bâtiments légers, abris,...).
- Terrains bâtis.
- Autres droits réels sur immeubles.
- Génie civil technique : ouvrages pour le captage, le transport, le traitement de l'eau potable.

Classe 23 :

- Installations, machines et outillages, canalisations d'adduction.
- Installations électromécaniques : installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation), pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation (électronique, capteurs,...).

Classe 24 :

- Mobilier et matériel roulant.
- Mobilier technique (appareils de laboratoires, ...) et matériel technique (engins de travaux publics,...).

Classe 25 :

- Terrains et constructions en leasing.
- Installations, machines et outillages en leasing.
- Mobilier et matériel roulant en leasing.
- Génie civil technique en leasing : ouvrages pour le captage, le transport, le traitement de l'eau potable, canalisations d'adduction.
- Installations électromécaniques en leasing : installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation), pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation en leasing (électronique, capteurs,...).
- Mobilier technique en leasing (appareils de laboratoires,...) et matériel technique en leasing (engins de travaux publics,...).

Classe 26 :

- Autres immobilisations corporelles.

Chaque immobilisé est référencé sur la base d'un numéro unique et est relié à une unité de production (comprenant la prise d'eau, le traitement et la mise en pression, le réservoir,...) ou à une ligne de transport (comprenant conduites d'adduction, feeder, noeud, réservoir et unité de relevage,...).

## ANNEXE XLIX.b : Règles d'amortissement

	Min.	Max.
Ouvrages de génie civil pour le captage et le traitement de l'eau potable	20	40
Canalisations d'adduction	30	50
Compteurs	8	8
Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	15
Grosses installations électriques, appareils électromécaniques, installations de chaudière, installations de ventilation et appareillages divers	10	15
Pompes et petites installations électriques	5	10
Organes de régulation (électronique, capteurs, télégestion,...)	4	8
Bâtiments durables (selon type de construction)	20	50
Bâtiments légers, abris,...	10	15
Agencements et aménagements de bâtiments	10	20
Mobilier de bureau	10	15
Appareils de laboratoires, matériel de bureau (sauf informatique), outillages,...	5	10
Matériel informatique	2	5
Engins de travaux publics, véhicules,...	4	10
Installations électriques	10	10
Installations téléphoniques	5	10

## ANNEXE L : Définition des rubriques du compte d'exploitation analytique d'une unité de production et d'une ligne de transport

Les frais de l'activité de production (consommables, biens & services divers, personnel, amortissement, provision & réduction de valeur, exceptionnels,...) sont imputés aux divers centres de frais finaux ou intermédiaires.

Les frais sont déterminés en valeur nette, c'est-à-dire déduction faite des éventuelles refacturations.

Les centres de frais finaux sont au nombre de 13 et sont ventilés comme suit :

1. Prestations techniques.
2. Achats d'eau brute.
3. Force motrice.
4. Réactifs et boues.
5. Autres frais directs.
6. Amortissements des installations d'exploitation.
7. Coût du service de protection.
8. Télégestion.
9. Frais de laboratoire.
10. Frais de structure.
11. Charges financières.
12. Provisions et charges exceptionnelles.
13. Ajustements de coûts.

Les centres de frais intermédiaires se composent de :

- Frais généraux techniques.
- Frais de magasin.
- Frais de garage.
- Frais de locaux administratifs.
- Autres (à spécifier).

Les frais des centres intermédiaires sont ventilés sur un ou plusieurs centres de frais finaux par l'application d'une couverture sur les frais directs. Par exemple, les frais de garage (locaux, équipement, personnel,...) sont ventilés sur les frais de déplacement des centres de frais finaux "prestations techniques" en augmentant d'une quotité le coût réel ou standard du km parcouru pour une catégorie de véhicule d'exploitation donnée (exemple : catégorie camion).

**I. CENTRES DE FRAIS FINAUX (sections 1<sup>re</sup> à 13).**

1. Prestations techniques.

Ceci comprend l'ensemble des tâches suivantes :

- Le fonctionnement des installations.
- Le contrôle des installations.
- La réparation des installations.

Ces travaux sont réalisés par du personnel propre ou sous-traités. Dans le premier cas, les travaux font l'objet d'un bon de travail qui reprend les prestations du personnel, les déplacements, les matériaux mis en œuvre, les temps d'utilisation d'engins de génie civil, et d'autres frais éventuels. Dans le second cas, l'ensemble des frais est facturé par le sous-traitant.



Les frais de personnel relatifs aux prestations techniques sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) réels ou standards majorés d'une quote-part de couverture des frais généraux techniques.

Les frais de déplacement concernent les véhicules servant à l'exploitation (camions et camionnettes) et comprennent les frais directs (amortissement, charge financière, leasing, entretien, réparations, carburant, assurances,...) réels ou standard majorés d'une quote-part de couverture des frais de garage.

Les frais des matériaux mis en œuvre comprennent le coût d'achat (au prix moyen pondéré ou selon la méthode FIFO) des pièces placées, augmenté d'une quote-part de couverture des frais de magasin.

Les frais d'utilisation des engins de génie civil sont valorisés sur la base d'un coût horaire par engin de génie civil déterminé en incorporant au coût direct (amortissements, charges financières, carburant, entretien,...) une quotité de couverture des frais de garage.

Les autres frais se rapportent à des prestations de tiers, locations de machines ou autres, et sont enregistrés sur base de la valeur nominale des factures.

## 2. Achats d'eau brute.

L'eau brute concerne l'eau destinée à être traitée dans une installation d'une unité de production.

Les achats d'eau déjà traitée sont mentionnés séparément dans le compte d'exploitation récapitulatif de l'activité de production. Tous les achats d'eau traitée transitent par le compte d'exploitation de l'activité Production.

Les achats d'eau brute sont valorisés au coût d'achat.

## 3. Force motrice.

Les frais liés à la force motrice concernent principalement les frais d'électricité et les taxes associées aux ouvrages.

Les frais correspondent en général à la valeur nominale des factures ou des bordereaux de taxe.

## 4. Réactifs et boues.

Les frais de réactifs sont relatifs aux coûts de réactifs consommés dans les installations d'exploitation. Les achats sont imputés directement à l'ouvrage sur base de la facture ou les consommations sont ventilées entre ouvrages et valorisés au prix moyen pondéré ou selon la méthode FIFO.

## 5. Autres frais directs.

Ceux-ci comprennent notamment les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages spécifiques à l'activité de production ainsi que d'autres frais directs.

Les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages spécifiques à l'activité de production comprennent :

- les frais de fonctionnement des bâtiments & ouvrages proprement dits, soit les frais d'entretien et de maintenance y compris les abords, les frais électricité, de chauffage, d'eau, de gaz, assurances, charges d'amortissements,...

- les frais de personnel affectés aux bâtiments et aux ouvrages et qui ne prestent pas des prestations techniques sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) réels ou standards.

Les autres frais sont fonction de chaque opérateur et sont à déterminer au cas par cas. Les frais internes sont déterminés en appliquant la méthode dite du coût complet. Les frais externes correspondent en général à la valeur nominale des factures.

## 6. Amortissements des installations d'exploitation.

Les installations d'exploitation visent les ouvrages (unité de captage, unité de traitement, château d'eau,...), conduites d'adduction (conduites, vannes, raccordements), les compteurs,...

Les charges d'amortissement suivent les règles d'évaluation arrêtées par le plan comptable uniformisé du secteur de l'eau.

## 7. Coût du service de la protection.

Pour les opérateurs ayant signé le contrat de protection avec la S.P.G.E., la protection des captages est une charge qui incombe à la S.P.G.E.; en retour, celle-ci facture le service aux producteurs sur la base d'un montant par m<sup>3</sup> produit.

La charge correspond à la valeur nominale des factures de la S.P.G.E. pour ce service.

## 8. Télégestion.

Les coûts de télégestion sont accumulés dans un centre de frais et comprennent :

- Les frais liés au matériel informatique spécifique (hardware et software) comprenant les amortissements, les frais de maintenance,...

- Les frais directs réels ou standards du personnel attaché à ce service (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) augmentés d'une quote-part de couverture pour frais de locaux;

- Les frais de déplacement comprenant les frais directs (amortissement, charge financière, leasing, entretien, réparations, carburant, assurances,...) réels ou standard majorés d'une quote-part de couverture des frais de garage;

- Les achats autres (consommables,...) valorisés sur base de la valeur nominale de la facture ou sur base des consommations valorisées au prix moyen pondéré ou selon la méthode FIFO;

- Autres frais (à spécifier).

## 9. Frais de laboratoire.

L'activité est soit interne, soit sous-traitée. Dans le premier cas, les frais sont déterminés sur la base d'un coût complet; dans le second cas, les frais sont constitués de factures du laboratoire.

Les frais du laboratoire interne sont accumulés dans un centre de frais; ceci concerne :

- Les frais directs réels ou standards du personnel de laboratoire (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) augmentés d'une quote-part de couverture pour frais de locaux;

- Les frais liés au matériel et à l'équipement spécifique, y compris les amortissements, les frais d'entretien,...

- Les achats autres (consommables,...) valorisés sur base de la valeur nominale de la facture ou sur base des consommations valorisées au prix moyen pondéré ou selon la méthode FIFO;

- Les autres frais (à spécifier).

#### 10. Frais de structure.

Ces frais sont en général communs aux activités de production et de distribution. Ils comprennent les frais de divers services fonctionnels qui ne sont pas imputés directement au travers des coûts de prestations techniques ou de relevés des compteurs. Sont également incorporés les frais généraux administratifs et les autres frais.

Les frais des services fonctionnels se rapportent aux frais de la Direction (Direction générale, autres directions, secrétaire général, organes de gestion, ...), l'administration (Services comptables, GRH, administratifs autres,...), le service juridique, le service clientèle et recouvrement (facturation, contentieux, ombudsman,...), le service des études & dessins, le service informatique. Les coûts sont déterminés selon la méthode du coût complet, c'est-à-dire qu'ils incorporent :

- Les frais directs de personnel du service (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers);
- Les autres frais directs du service (achats, consommations, honoraires,...);
- Une quote-part des frais du bâtiment basée sur l'occupation réelle.

Les frais sont nets des montants facturés à d'autres services ou imputés sur les prestations techniques.

Les frais généraux administratifs comprennent les autres frais non-repris dans les sections fonctionnelles énumérées ci-avant et liés à l'économat, au mobilier et matériel de bureau, à la documentation ( non spécifique à un service),...

Les autres frais incorporent notamment les provisions pour risques et charges, les charges financières ainsi que les charges exceptionnelles non directement liées à l'activité de production, et des frais autres (à spécifier) que ceux liés aux services fonctionnels ou aux frais généraux administratifs.

#### 11. Charges financières.

Sont mentionnées séparément sous cette rubrique les charges financières associées aux emprunts contractés pour l'acquisition d'ouvrages d'une unité de production ou d'une ligne de transport.

Les charges financières sont imputées sur la base des charges réellement encourues.

#### 12. Provisions pour risques et charges & charges exceptionnelles.

Les dotations et reprises de provisions ainsi que les charges exceptionnelles sont comptabilisées en conformité avec les règles du droit comptable.

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges ainsi que les charges exceptionnelles sont reprises sous cette rubrique pour autant qu'elles soient spécifiques à l'activité production. Comme mentionné ci-avant, les dotations/reprises et autres charges non spécifiques sont reprises parmi les frais de structure.

#### 13. Ajustements de coûts.

Sont repris notamment sous la rubrique "Ajustement des coûts" :

- les coûts supportés par des tiers pour compte de l'opérateur de production mais non facturés;
- les écarts entre coût réel et coût standard si ces écarts n'ont pas été imputés aux sections correspondantes

### II. CENTRES DE FRAIS INTERMEDIAIRES.

#### a. Frais généraux techniques.

Ces frais concernent :

- les achats de consommables, quincaillerie, petit outillage, signalisation routière,...
- le coût (valorisé au coût complet : amortissement, entretien, assurances, personnel de maintenance, locaux de maintenance, ...) du matériel d'exploitation lourd tel que grues, compresseurs,...
- Autres.

Ils sont imputés indirectement au travers d'une quotité de frais supplémentaire grevant le taux standard horaire du coût de la main d'œuvre.

#### b. Frais de magasin.

Les frais comprennent :

- Frais de personnel du(es) magasin(s).
- Coût de véhicule(s) alloué(s) au(x) magasin(s).
- Frais de bâtiments alloués au magasin.
- Amortissements équipements.
- Consommations.
- Autres.

Ils sont imputés indirectement au travers d'une quotité de frais supplémentaire grevant le coût direct des matériaux.

#### c. Frais de garage.

Les frais de garage incorporent :

- Frais de personnel du(es) garage(s).
- Coût de véhicule(s) alloué(s) au(x) garage(s).
- Frais de bâtiments alloués au(x) garage(s).
- Amortissements équipements.
- Consommations.
- Autres.

Ils sont imputés indirectement au travers d'une quotité de frais supplémentaire (déplacement ou engin de génie civil) grevant le coût direct des véhicules ou des engins.

**d. Frais de locaux administratifs.**

Ceux-ci se composent de :

- Amortissements du(es) bâtiment(s) & travaux d'aménagements.
- Entretien.
- Réparations.
- Frais de personnel d'entretien.
- Consommables.
- Autres.

Ils sont imputés aux divers services fonctionnels sur base des surfaces occupées.

**e. Autres.**

Ces frais sont précisés quant à leur nature et à leur mode d'imputation.

**ANNEXE LI : Définition des rubriques  
du compte d'exploitation récapitulatif du producteur en Région wallonne**

Le compte d'exploitation récapitulatif permet de déterminer pour un producteur donné, le coût-vérité total de la production d'eau, le résultat net de la vente d'eau et le résultat net de l'activité "Production".

Chaque rubrique est commentée brièvement.

**I. Ventes d'eau.**

Est repris le chiffre d'affaires du producteur relatif aux ventes d'eau et établi selon les règles comptables usuelles des entreprises.

**II. Coût-vérité total de la production.**

Le coût-vérité total de la production se compose de la somme du coût vérité des unités de production, du coût-vérité des lignes de transport et des achats d'eau traitée.

**II.A. Unités de production.**

Est repris le coût-vérité de l'ensemble des unités de production pour l'exercice.

**II.B. Lignes de transport.**

Cette rubrique se compose du coût-vérité de l'ensemble des lignes de transport pour l'exercice.

**II.C. Achats d'eau traitée.**

Cette rubrique comprend le coût des achats d'eau traitée pour les consommations de l'exercice.

**III. Résultat net de la vente d'eau.**

Le résultat net de l'exercice est la différence entre les ventes d'Eau (rubrique I) et le coût-vérité total de la production d'Eau (rubrique II).

**IV. Résultat net des travaux facturés aux tiers.**

Il s'agit des frais des services opérationnels (techniques) réalisés pour compte de et à charge des tiers.

Les coûts des travaux pris en charge par le producteur sont repris dans cette section.

Les revenus correspondants sont reconnus en regard de ces charges sous la forme d'une facturation aux tiers.

**V. Résultat net de l'activité "Production".**

Le résultat net de l'activité "Production" se compose de la somme du résultat net de la vente d'eau (rubrique III) et du résultat net des travaux nets facturés aux tiers (rubrique IV).

**VI. Information complémentaire.**

Le coût de la production immobilisée est mentionné à titre d'information complémentaire. La production immobilisée comprend l'ensemble des travaux réalisés par les services du producteur.

**ANNEXE LII : Actifs immobilisés corporels (distribution)**

**LII.a. Classification en comptabilité générale.****22 Terrains :**

- Bâtiments (Bâtiments durables (selon type de construction) - Bâtiments légers, abris,...).
- Terrains bâtis.
- Autres droits réels sur immeubles.
- Génie civil technique : ouvrages pour la distribution.

**23 Installations, machines et outillages.**

- le réseau de canalisations, les raccordements,...
- Installations électromécaniques : Pompes, appareils électromécaniques,...
- Installations électromécaniques : Pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation (électronique, capteurs,...).
- Compteurs.

**24 Mobilier et matériel roulant :**

- Mobilier technique (appareils de laboratoires,...).
- matériel technique (engins de travaux publics,...).

**25 Terrains et constructions en leasing :**

- Installations, machines et outillages en leasing.
- Mobilier et matériel roulant en leasing.
- Génie civil technique en leasing : ouvrages pour la distribution, le réseau de canalisations, les raccordements,...
- Installations électromécaniques en leasing : Pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation en leasing (électronique, capteurs,...).
- Compteurs.
- Mobilier technique en leasing (appareils de laboratoires, ...) et matériel technique en leasing (engins de travaux publics,...).

26 Autres immobilisations corporelles :

Chaque immobilisé est affecté à un sous-bassin ou à un centre de frais intermédiaire faisant l'objet d'une répartition ou d'une allocation.

ANNEXE LII.b. : Règles d'amortissement

	Min.	Max.
Conduites et protection cathodiques (stations spéciales) Fonte ductile PVC .....	30	50
Raccordements	20	30
Compteurs particuliers Compteurs de tête	8 8	16 8
Pompes et petites installations électriques	5	10
Grosses Installations électriques (tableaux,...), appareils électromécaniques, installations de chaudière, installations de ventilation	10	15
Organes de régulation (électronique, capteurs, télégestion,...)	4	10
Bâtiments durables (selon type de construction)	20	50
Bâtiments légers, abris,...	10	15
Agencements et aménagements de bâtiments	10	20
Mobilier de bureau	10	15
Appareils de laboratoires, matériel de bureau (sauf informatique), outillages,...	5	10
Matériel informatique	2	5
Engins de travaux publics, véhicules,...	4	10
Installations électriques	10	10
Installations téléphoniques	5	10

La durée d'amortissement des compteurs est déterminée sur base des prescriptions du service fédéral des affaires économiques - division de la métrologie.

ANNEXE LIII : Définition des rubriques du compte d'exploitation analytique d'un réseau de distribution

Les frais de l'activité de distribution (consommables, biens & services divers, personnel, amortissement, provision & réduction de valeur, exceptionnels,...) sont imputés aux divers centres de frais finaux ou intermédiaires.

Les frais sont déterminés en valeur nette, c'est-à-dire déduction faite des éventuelles refacturations.

Les centres de frais finaux sont au nombre de 10 et sont ventilés comme suit :

1. Prestations techniques entretien :

1. Coût des relevés.
2. Achats d'eau.
3. Autres frais directs.
4. Amortissements des installations d'exploitation.
5. Redevance d'occupation publique.
6. Frais de structure.
7. Charges financières.
8. Réductions de valeur & moins-values, provisions et charges exceptionnelles.
9. Ajustements de coûts.

Les centres de frais intermédiaires se composent de :

- Frais généraux techniques.
- Frais de magasin.
- Frais de garage.
- Frais de locaux administratifs.
- Autres (à spécifier).

Les frais des centres intermédiaires sont ventilés sur un ou plusieurs centres de frais finaux par l'application d'une couverture sur les frais directs. Par exemple, les frais de garage (locaux, équipement, personnel,...) sont ventilés sur les frais de déplacement des centres de frais finaux "prestations techniques entretien" et "coût des relevés" en augmentant d'une quotité le coût réel ou standard du km parcouru pour une catégorie de véhicule d'exploitation donnée (exemple : catégorie camion).

**I. CENTRES DE FRAIS FINAUX (sections 1<sup>re</sup> à 10)**

1. Prestations techniques entretien.

Ceci comprend l'ensemble des tâches suivantes :

- le contrôle du réseau (recherche de fuites,...);
- l'entretien du réseau (et des appareils placés sur le réseau);
- la réparation du réseau (réparation de fuites sur conduites et/ou raccords).

Ces travaux sont réalisés par du personnel propre ou sous-traités. Dans le premier cas, les travaux font l'objet d'un bon de travail qui reprend les prestations du personnel, les déplacements, les matériaux mis en œuvre, les temps d'utilisation d'engins de génie civil, et d'autres frais éventuels. Dans le second cas, l'ensemble des frais est facturé par le sous-traitant.

Les frais de personnel relatifs aux prestations techniques d'entretien sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) réels ou standards majorés d'une quote-part de couverture des frais généraux techniques.

Les frais de déplacement concernent les véhicules servant à l'exploitation (camions et camionnettes) et comprennent les frais directs (amortissement, charge financière, leasing,

Entretien, réparations, carburant, assurances,...) réels ou standard majorés d'une quote-part de couverture des frais de garage.

Les frais des matériaux mis en œuvre comprennent le coût d'achat (au prix moyen pondéré ou selon la méthode FIFO) des pièces placées, augmenté d'une quote-part de couverture des frais de magasin.

Les frais d'utilisation des engins de génie civil sont valorisés sur la base d'un coût horaire par engin de génie civil déterminé en incorporant au coût direct (amortissements, charges financières, carburant, entretien,...) une quotité de couverture des frais de garage.

Les autres frais se rapportent à des prestations de tiers, locations de machines,... et sont enregistrés sur base de la valeur nominale des factures.

## 2. Coût de relevés des compteurs.

Ces prestations sont réalisées par du personnel propre ou sont sous-traités. Dans le premier cas, le personnel est clairement identifié à cette tâche et leur coût comprend les frais directs (prestations du personnel, les déplacements, et d'autres frais éventuels). Dans le second cas, l'ensemble des frais est facturé par le sous-traitant qui effectue les prestations.

Les frais de personnel relatifs au relevé des compteurs sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) réels ou standards.

Les frais de déplacement concernent les véhicules utilisés par le personnel chargé du relevé des compteurs (camionnettes) et comprennent les frais directs (amortissement, charge financière, leasing, entretien, réparations, carburant, assurances,...) réels ou standard majorés d'une quote-part de couverture des frais de garage.

Les autres frais se rapportent aux prestations des tiers chargés du relevé des compteurs et sont enregistrés sur base de la valeur nominale des factures ainsi qu'aux autres frais spécifiques à l'activité, comme par exemple les frais informatiques (amortissement, maintenance, charges financières,...) du matériel hardware & software utilisé dans le cadre du relevé des compteurs, les frais postaux directement liés à cette activité,...

## 3. Achats d'eau.

Les achats d'eau proviennent soit de la production propre soit d'autres producteurs. Sauf les cas où le distributeur n'exerce pas d'activité de production, les achats d'eau auprès des autres producteurs transitent par l'activité de production.

Les achats d'eau sont réalisés au coût moyen de production (production propre) et/ou au coût d'achat (production de tiers).

## 4. Autres frais directs.

Ceux-ci comprennent notamment les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages spécifiques à l'activité de distribution ainsi que d'autres frais directs.

Les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages spécifiques à l'activité de distribution comprennent :

Les frais de fonctionnement des bâtiments & ouvrages proprement dits, soit les frais d'entretien et de maintenance y compris les abords, les frais électricité, de chauffage, d'eau, de gaz, assurances, charges d'amortissements,...

Les frais de personnel affectés aux bâtiments et aux ouvrages qui ne prestent pas pour une des deux autres activités (prestations techniques & relevé des compteurs) sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) réels ou standards.

Les autres frais sont fonction de chaque opérateur et concernent par exemple la télégestion, le service métrologie, la redevance passage S.N.C.B.,...

Les frais internes sont déterminés en appliquant la méthode dite du coût complet (exemple : télégestion reprenant les frais de matériel - amortissement, charges financières, entretien,... - les frais du personnel affecté à cette activité,...). Les frais externes correspondent en général à la valeur nominale des factures.

## 5. Amortissements des installations d'exploitation.

Les installations d'exploitation visent les réseaux (conduites, vannes, raccordements) et les compteurs.

Les charges d'amortissement suivent les règles d'évaluation arrêtées par le plan comptable de l'Eau.

## 6. Redevance et/ou indemnité d'occupation publique.

Ceci concerne la redevance et/ou l'indemnité d'occupation publique émise par les communes sur le territoire desquelles le réseau de distribution est installé.

La charge correspond à la valeur nominale de la redevance et/ou de l'indemnité.

## 7. Frais de structure.

Ces frais sont en général communs aux activités de production et de distribution. Ils comprennent les frais de divers services fonctionnels qui ne sont pas imputés directement au travers des coûts de prestations techniques ou de relevés des compteurs. Sont également incorporés les frais généraux administratifs et les autres frais.

Les frais des services fonctionnels se rapportent aux frais de la Direction (Direction générale, autres directions, secrétaire général, organes de gestion,...), l'administration (Services comptables, GRH, administratifs autres,...), le service juridique, le service clientèle et recouvrement (facturation, contentieux, ombudsman,...), le service des études & dessins, le service informatique. Les coûts sont déterminés selon la méthode du coût complet, c'est-à-dire qu'ils incorporent :

- les frais directs de personnel du service (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers);
- les autres frais directs du service (achats, consommations, honoraires,...);
- une quote-part des frais du bâtiment basée sur l'occupation réelle.

Les frais sont nets des montants facturés à d'autres services ou imputés sur les prestations techniques/relevés de compteur.

Les frais généraux administratifs comprennent les autres frais non-repris dans les sections fonctionnelles énumérées ci-avant et liés à l'économat, au mobilier et matériel de bureau, à la documentation (non spécifique à un service), aux frais postaux non liés au relevé des compteurs,...

Les autres frais incorporent notamment les provisions pour risques et charges, les charges financières ainsi que les charges exceptionnelles non directement liées à l'activité de distribution, et des frais autres (à spécifier) que ceux liés aux services fonctionnels ou aux frais généraux administratifs.

#### 8. Charges financières.

Sont mentionnées séparément sous cette rubrique les charges financières associées aux emprunts contractés pour l'acquisition d'installations d'un réseau de distribution.

Les charges financières sont imputées sur la base des charges réellement encourues.

#### 9. Réduction de valeur sur créances douteuses, provisions pour risques et charges, charges exceptionnelles.

Les réductions de valeur sur créances douteuses sont constituées conformément aux prescrits du plan comptable de l'eau. Les dotations et reprises de provisions ainsi que les charges exceptionnelles sont comptabilisées en conformité avec les règles du droit comptable.

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges ainsi que les charges exceptionnelles sont reprises sous cette rubrique pour autant qu'elles soient spécifiques à l'activité distribution. Comme mentionné ci-avant, les dotations/reprises et autres charges non spécifiques sont reprises parmi les frais de structure.

#### 10. Ajustements de coûts.

Sont repris notamment sous cette rubrique :

- les coûts supportés par des tiers pour compte de l'opérateur de distribution mais non facturés;
- les écarts entre coût réel et coût standard si ces écarts n'ont pas été imputés aux sections correspondantes.

### II. CENTRES DE FRAIS INTERMEDIAIRES.

#### a. Frais généraux techniques.

Ces frais concernent :

- Les achats de consommables, quincaillerie, petit outillage, signalisation routière,...
- Le coût (valorisé au coût complet : amortissement, entretien, assurances, personnel de maintenance, locaux de maintenance,...) du matériel d'exploitation lourd tel que grues, compresseurs,...
- Autres.

Ils sont imputés indirectement au travers d'une quotité de frais supplémentaire grevant le taux standard horaire du coût de la main d'œuvre.

#### b. Frais de magasin

Ces frais comprennent :

- Frais de personnel du(es) magasin(s).
- Coût de véhicule(s) alloué(s) au(x) magasin(s).
- Frais de bâtiments alloués au magasin.
- Amortissements équipements.
- Consommations.
- Autres.

Ils sont imputés indirectement au travers d'une quotité de frais supplémentaire grevant le coût direct des matériaux.

#### c. Frais de garage.

Les frais de garage incorporent :

- Frais de personnel du(es) garage(s).
- Coût de véhicule(s) alloué(s) au(x) garage(s).
- Frais de bâtiments alloués au(x) garage(s).
- Amortissements équipements.
- Consommations.
- Autres.

Ils sont imputés indirectement au travers d'une quotité de frais supplémentaire ( déplacement ou engin de génie civil) grevant le coût direct des véhicules ou des engins.

#### d. Frais de locaux administratifs.

Ceux-ci se composent de :

- Amortissements du(es) bâtiment(s) & travaux d'aménagements.
- Entretien.
- Réparations.
- Frais de personnel d'entretien.
- Consommables.
- Autres.

Ils sont imputés aux divers services fonctionnels sur base des surfaces occupées.

#### e. Autres.

Ces frais sont précisés quant à leur nature et à leur mode d'imputation.

### ANNEXE LIV : Définition des rubriques du compte d'exploitation récapitulatif du distributeur en Région wallonne

Le compte d'exploitation récapitulatif permet de déterminer pour un distributeur donné, le coût-vérité total aux consommateurs de la distribution d'eau, le résultat net de la vente d'eau et le résultat net de l'activité "Distribution".

Chaque rubrique est commentée brièvement.

**I. Ventes d'eau.**

Sont repris les chiffres d'affaires du distributeur relatif aux ventes d'eau et à la redevance établis selon les règles comptables usuelles des entreprises, y compris la quotité facturée au titre du fonds social.

**II. Coût-Vérité total aux consommateurs.**

Le coût-vérité total aux consommateurs se compose de la somme du coût des réseaux de distribution et de certaines charges additionnelles spécifiques incorporées.

**II.A. Réseaux de Distribution.**

Cette rubrique se compose du coût-vérité de l'ensemble des réseaux de distribution de l'exercice.

**II.B. Autres charges incorporées dans le coût-vérité de l'eau.**

Cette rubrique se compose de diverses charges, comme :

- le coût d'opportunité constitué par le prélèvement sur les recettes d'une quotité destinée à financer le renouvellement du réseau, rendu obligatoire pendant la période où les charges d'amortissement sont insuffisantes pour assurer l'autofinancement; ce coût est déterminé comme la différence entre le coût de renouvellement du réseau de distribution à hauteur de maximum 1,5 % et les charges d'amortissement du réseau réellement comptabilisées;
- la facturation du remboursement de la dette (montant du capital) en contrepartie des parts dans l'entité de distribution d'eau.

**II.C. Coût-Vérité Distribution Total.**

Le Coût-Vérité Distribution Total (CVDT) correspond à la somme du coût vérité des réseaux de distribution (section II.A.) et des autres charges incorporées au prix de vente d'eau (section II.B.).

**II.D. Coût-Vérité Assainissement Total.**

Le Coût-Vérité Assainissement Total (CVAT) correspond au montant facturé par la S.P.G.E. sur base des m<sup>3</sup> distribués dans le cadre du contrat de service relatif à l'assainissement public des eaux usées domestiques.

**II.E. Fonds social.**

Le fonds social correspond à la contribution à charge des distributeurs fixée sur la base des mètres cubes d'eau facturés conformément au décret du 20 février 2003 relatif à la création d'un fonds social de l'eau en Région wallonne.

**III. Résultat net de la vente d'eau.**

Le résultat net de l'exercice est la différence entre les ventes d'eau (rubrique I) et le coût-vérité total aux consommateurs (rubrique II).

**IV. Résultat net des travaux facturés aux tiers**

Il s'agit des frais des services opérationnels (techniques) réalisés pour des tiers.

Des revenus correspondants sont reconnus en regard de ces charges sous la forme d'une facturation aux tiers (par exemple pour les frais de raccordement).

**V. Résultat net de l'activité "Distribution".**

Le résultat net de l'activité "Distribution" se compose de la somme du résultat net de la vente d'eau (rubrique III) et du résultat net des travaux nets facturés aux tiers (rubrique IV).

**VI. Information complémentaire.**

Le coût des travaux réalisés pour compte propre (aussi appelée production immobilisée) est mentionné à titre d'information complémentaire. La production immobilisée comprend l'ensemble des travaux réalisés par les services du distributeur.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 14 juillet 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2045

[2005/202116]

**14. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Wassergesetzbuch und zur Erstellung eines einheitlichen Kontenplans des Wassersektors in der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere des Artikels D.228;

Aufgrund des am 14. Dezember 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Dezember 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Kontrollausschusses für Wasser vom 31. Januar 2004;

Aufgrund des Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser vom 28. Januar 2005;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 24. Januar 2005;

Aufgrund des Gutachtens der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) vom 9. Februar 2005;

Aufgrund des Gutachtens von AQUAWAL vom 2. Februar 2005;

Aufgrund des Vorschlags des Vorstands der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) vom 8. Oktober 2004;

In Erwägung des am 29. Februar 2000 zwischen der Wallonischen Regierung und der "Société publique de gestion de l'Eau" abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags;

Aufgrund des am 8. Juni 2005 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Beschießt:

**Artikel 1** - In den Titel II des Teils III des ordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, koordiniert am 3. März 2005, wird ein Kapitel *Ibis* mit dem Titel "Einheitlicher Kontenplan des Wassersektors in der Wallonischen Region" eingefügt, das die Artikel R. 308bis bis R. 308bis - 34 mit folgendem Wortlaut enthält:

#### KAPITEL *Ibis* — *Einheitlicher Kontenplan des Wassersektors in der Wallonischen Region*

##### *Abschnitt 1* — Definitionen

**Art. R. 308bis** - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

- Wassergesetzbuch: das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, koordiniert am 3. März 2005;
- Erzeuger: der Inhaber einer oder mehrerer Wasserentnahmestellen in der Wallonischen Region;
- Bewertungsregeln: die Regeln, die die Bewertungen in dem in Artikel 9 § 1 des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen vorgesehenen Inventar, insbesondere die Bildung und Anpassung von Abschreibungen, Wertminderungen und Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen, sowie Neubewertungen bestimmen;
- Königlicher Erlass vom 30. Januar 2001: der Königliche Erlass zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften;
- Versorgungsnetz: die gesamten Anlagen zur Wasserversorgung, deren geographische Abgrenzungen höchstens mit einem einzigen Zwischeneinzugsgebiet gleichgestellt werden;
- Umsatz: der Betrag des Verkaufs und der Dienstleistungen an Dritte, die in den üblichen Tätigkeitsbereich der Gesellschaft fallen, nach Abzug der handelsüblichen Erlösschmälerungen (Rabatte, Rückvergütungen und Abschläge);
- Betriebsinvestitionen: die Anlagevermögen, die einer jeden Tätigkeit eigen sind und die nicht die den funktionellen Diensten zugeteilten Aktiva, die generell zu den Erzeugungs- und Versorgungstätigkeiten gehören, enthalten;
- Betriebspersonal: das dem Betrieb zugeteilte Personal im Gegensatz zum Personal der funktionellen Dienste, das für die Erzeugungs- und Versorgungstätigkeiten arbeitet;
- Kommunaldienst: der Kommunaldienst, der für die Wassererzeugung und/oder -versorgung verantwortlich ist, mit integrierter Verwaltung innerhalb der Gemeinde;
- Neue Gemeindebuchführung: der Königliche Erlass vom 2. August 1990 zur allgemeinen Regelung der Gemeindebuchführung;
- Erzeugungseinheit: die gesamten Bauwerke, die zu einem selben Erzeugungszyklus gehören, die für ein selbes Gebiet einer oder mehrerer Wasserentnahmestellen die verschiedenen Phasen umfassen: Schutz der Wasserfassungen, Wasserentnahme, Wasserbehandlung, erste Unterdrucksetzung, Bauwerke zur Lagerung und andere Elemente (interne Zuführungsleitungen,...);
- Transportleitung: die gesamten Bauwerke, die die Zuführungsleitungen und andere Transportelemente (Druckerhöhungsstation, Wasserturm,...), einschließlich der Absicherungselemente des Zuleitungsnetzes, enthalten.

##### *Abschnitt 2* — Allgemeine Grundsätze

**Art. R. 308bis - 1** - Der einheitliche Kontenplan des Wassersektors in der Wallonischen Region zielt darauf ab, die von den Wasserversorgern und -erzeugern anzuwendenden Regeln zur Festlegung des tatsächlichen Kostenpreises für die Wasserversorgung (TKV) in der Wallonischen Region im Sinne des Artikels 228 des dekretalen Teils aufzustellen. Der Kontenplan ist ab dem 1. Januar 2006 anwendbar.

**Art. R. 308bis - 2** - In dem vorliegenden Kapitel werden die Regeln festgelegt, die auf die Erarbeitung eines Kontenplans "Erzeugung" und eines Kontenplans "Versorgung" durch die gesamten, in der öffentlichen Wassererzeugung und/oder -versorgung tätigen Betreiber anwendbar sind.

**Art. R. 308bis - 3** - Das Ende der Erzeugungstätigkeit wird durch den Hauptzähler der Versorgung bestimmt und fällt mit dem Anfang eines Versorgungsnetzes zusammen.

**Art. R. 308bis - 4** - Die Kosten, die der Erzeugungs- und der Versorgungstätigkeit gemein sind, werden beiden Tätigkeiten auf der Grundlage eines allgemeinen Verteilungsschlüssels zugeteilt, der nach den folgenden gewichteten Parametern festgelegt wird:

- Umsatz 25%;
- Betriebsinvestitionen (Nettowert) 15%;
- vom direkten Betriebspersonal geleistete Zeit 60%

##### *Abschnitt 3* — Kontenplan des Wassersektors "Erzeugung"

###### *Unterabschnitt 1* — *Allgemeine Grundsätze*

**Art. R. 308bis - 5 § 1** - Jeder Erzeuger in der Wallonischen Region stellt jährlich eine Betriebsrechnung pro Erzeugungseinheit und pro Transportleitung, sowie eine allgemeine Betriebsrechnung "Erzeugung" gemäß den in den Unterabschnitten 2, 3 und 4 des vorliegenden Abschnitts enthaltenen Bestimmungen auf.

§ 2 - Der vorliegende Abschnitt findet keine Anwendung auf die Kommunaldienste, die als Erzeuger innerhalb der Gemeinde tätig sind, mit Ausnahme der im Abschnitt 5 des vorliegenden Kapitels vorgesehenen Bestimmungen.

###### *Unterabschnitt 2* — *Bewertungsregeln*

**Art. R. 308bis - 6** - Die Bewertungsregeln, die die Erarbeitung des Kontenplans "Erzeuger" bestimmen, rühren von der Anwendung der geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen her und entsprechen den in den Artikeln R. 308bis - 7 bis R. 308bis - 9 des vorliegenden Unterabschnitts festgelegten Regeln.



**Art. R. 308bis - 7 § 1** - Die Verbuchungsmethode für die Sachanlagevermögen wird in der Anlage XLIX. a des verordnungsrechtlichen Teils dargelegt und entspricht den Vorschriften des geltenden Buchhaltungsrechts.

§ 2 - Die Sachanlagevermögen müssen systematisch auf der Grundlage der von der Gesellschaft bestimmten Methoden gemäß der Anlage XLIX. b des verordnungsrechtlichen Teils abgeschrieben werden.

§ 3 - Die Sachanlagevermögen werden nicht systematisch Neubewertet. Die Neubewertung kann lediglich auf der Grundlage der Regeln des geltenden Buchhaltungsrechts erfolgen. Jährlich wird eine Anlage ausgefüllt, in der der Betrag der Neubewertungen, deren Begründung und Einfluss auf die Ergebnisrechnung angegeben wird.

§ 4 - Am 1. Januar 2006 sind die neuen, in § 2 des vorliegenden Artikels festgelegten Abschreibungsregeln auf die Anlagevermögen anwendbar, die während der restlichen Dauer der Abschreibung bestehen, wobei der am 31. Dezember 2005 festgelegte Bruttowert der Aktiva berücksichtigt wird.

**Art. R. 308bis - 8** - In den Fällen, in denen ein Betreiber Arbeiten durch sein eigenes Personal ausführt, die der Art nach eine aktivierte Eigenleistung sind, wird der Betrag der direkten Kosten um einen Anteil zur Deckung der indirekten Kosten erhöht, die die Kosten für die Studien, Koordinierung und Überwachung darstellen. Diese Kosten werden auf der Grundlage der Istleistungen des Planungsbüros angerechnet; alternativ werden die Kosten aufgeteilt, indem ein Pauschalprozentsatz des Betrags der Submissionen (Studie 7,5%) und/oder der Durchführungen (Koordinierung 2% und Überwachung 5,5%) zugerechnet wird. Die Anwendung der zweiten Methode erfordert, dass der Betreiber imstande ist, nachzuweisen, dass der Gesamtbetrag der Standardkosten nicht wesentlich von dem Gesamtbetrag der tatsächlichen Kosten abweicht. Diese Kosten werden gemäß denselben Regeln wie für die Hauptinvestition aktiviert und abgeschrieben.

**Art. R. 308bis - 9** - Die teilweise oder vollständige Beteiligung, die die "Société publique de Gestion de l'Eau" im Rahmen des Schutzes der Wasserentnahmestellen tätigt und die den Erwerb von Sachanlagen betrifft, wird von dem Erzeuger in ein sachgerechtes Konto der Klasse 15 genannt "Beteiligung der "Société publique de Gestion de l'Eau" - Schutz der Wasserentnahmestellen" eingetragen. Wenn anwendbar, wird diese Beteiligung mit der gleichen Regelmäßigkeit wie für das entsprechende Anlagevermögen abgeschrieben.

#### Unterabschnitt 3 — Analytische Betriebsrechnung einer Erzeugungseinheit und einer Transportleitung

**Art. R. 308bis - 10** - Die analytische Betriebsrechnung einer Erzeugungseinheit und einer Transportleitung wird gemäß dem in Artikel R. 308bis - 12 vorgesehenen Schema erstellt. Der Inhalt der Kontenposten der Betriebsrechnung wird in der Anlage L des verordnungsrechtlichen Teils festgelegt.

**Art. R. 308bis - 11** - Der Verteilungsschlüssel der Kosten, die den Erzeugungseinheiten/Transportleitungen gemein sind, beruht auf den direkten Kosten der Erzeugungseinheiten/Transportleitungen.

**Art. R. 308bis - 12** - Schema der analytischen Betriebsrechnung einer Erzeugungseinheit und einer Transportleitung:

<b>Rubriken der Betriebsrechnung</b>		
<b>1</b>		<b>Technische Leistungen (untergliedert in):</b>
	1	Personal
	2	Dienstfahrten
	3	Eingesetzte Materialien
	4	Benutzung von Arbeitsmaschinen
	5	Sonstiges (Drittrechnungen)
<b>2</b>		<b>Kauf von Rohwasser</b>
<b>3</b>		<b>Antriebsmaschinen</b>
<b>4</b>		<b>Reagenzien und Schlämme</b>
	1	Reagenzien
	2	Schlämme
<b>5</b>		<b>Sonstige direkte Kosten</b>
	1	Kosten für spezifische Bauwerke
	2	Sonstiges (Drittrechnungen)
<b>6</b>		<b>direkte Abschreibungen der Betriebsanlagen</b>
<b>7</b>		<b>Kosten für den Schutzdienst</b>
<b>8</b>		<b>Fernverarbeitung</b>
<b>9</b>		<b>Laborkosten</b>

<b>Rubriken der Betriebsrechnung</b>		
<b>10</b>		<b>Strukturkosten (untergliedert in):</b>
	1	Direktion
	2	Verwaltung
	3	Rechtsdienst
	4	Kunden- und Beitreibungsdienst
	5	Studien/Zeichnungen
	6	Informatikdienst
	7	Allgemeine Verwaltungskosten
	8	Sonstiges (bitte angeben)
<b>11</b>		<b>Finanzlasten</b>
<b>12</b>		<b>Rückstellungen &amp; Sonderlasten</b>
	1	Dotationen und Rücknahme von Rückstellungen
	2	Sonderlasten
<b>13</b>		<b>Kostenangleichungen (+/-)</b>
<b>14</b>		<b>tatsächlicher Kostenpreis der Erzeugungseinheit Transportleitung (Abschnitte 1 bis 13)</b>

Unterabschnitt 4 — *Allgemeine Betriebsrechnung "Erzeugung"*

**Art. R. 308bis - 13** -Die allgemeine Betriebsrechnung "Erzeugung" wird von dem Erzeuger gemäß dem in Artikel R. 308bis-14 vorgesehenen Schema erstellt. Der Inhalt der Kontenposten der allgemeinen Betriebsrechnung "Erzeugung" wird in der Anlage LI des verordnungsrechtlichen Teils festgelegt.

**Art. R. 308bis - 14** - Schema der allgemeinen Betriebsrechnung "Erzeugung":

I. Verkauf von Wasser durch die Sparte "Erzeugung"
II.A Tatsächlicher Kostenpreis der Erzeugungseinheiten Einheit XXX Einheit UUU Einheit YYY <p style="text-align: right;">Insgesamt</p>
II.B Tatsächlicher Kostenpreis der Transportleitungen Leitung AAA Leitung BBB Leitung CCC <p style="text-align: right;">Insgesamt</p>
II.C Kauf von behandeltem Wasser
II. Tatsächlicher Gesamtkostenpreis der Wassererzeugung (II.A + II.B + II.C)
III. Nettoergebnis des Wasserverkaufs ( I-II)
IV. Nettoergebnis der Drittpersonen in Rechnung gestellten Nettoarbeiten Arbeiten zu Lasten von Drittpersonen Drittpersonen in Rechnung gestellte Beträge (-) Sonstige Kosten, die nicht unmittelbar mit dem tatsächlichen Kostenpreis der Erzeugung verbunden sind Sonstige verschiedene Einnahmen (-) <p style="text-align: right;">Insgesamt</p>
V. Nettoergebnis der Tätigkeit "Erzeugung" (III + IV)

*Abschnitt 4 — Kontenplan des Wassersektors "Versorgung"*

*Unterabschnitt 1 — Allgemeine Grundsätze*

**Art. R. 308bis - 15 - § 1** - Jeder Versorger in der Wallonischen Region stellt jährlich eine Betriebsrechnung pro Versorgungsnetz, sowie eine allgemeine Betriebsrechnung der "Versorgung" gemäß den in den Unterabschnitten 2, 3 und 4 des vorliegenden Abschnitts enthaltenen Bestimmungen auf.

§ 2 - Der vorliegende Abschnitt findet keine Anwendung auf die Kommunaldienste, die als Versorger innerhalb einer Gemeinde tätig sind, mit Ausnahme der im Abschnitt 5 des vorliegenden Kapitels vorgesehenen Bestimmungen.

**Art. R. 308bis - 16** - Wenn ein Versorgungsnetz mit einer Gemeinde zusammenfällt und sich auf zwei Zwischeneinzugsgebieten oder mehr befindet, ist der Versorger befugt, den tatsächlichen Kostenpreis für die Versorgung für das gesamte Netz zu berechnen und anschließend diesen Preis zu spalten, um ihn pro Zwischeneinzugsgebiet auf der Grundlage eines zwischen der Anzahl Anschlüsse und dem in Rechnung gestellten Verbrauch in jedem Zwischeneinzugsgebiet gewichteten Schlüssels gleichmäßig zu verteilen.

*Unterabschnitt 2 — Bewertungsregeln*

**Art. R. 308bis - 17** - Die Bewertungsregeln, die die Erarbeitung des Kontenplans "Versorgung" bestimmen, rühren von der Anwendung der geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen her und entsprechen den in den Artikeln R. 308bis - 7 bis R. 308bis - 9 des vorliegenden Unterabschnitts festgelegten Regeln.

**Art. R. 308bis - 18 § 1** - Die Verbuchungsmethode für die Sachanlagevermögen wird in der Anlage LII. a des verordnungsrechtlichen Teils dargelegt und entspricht den Vorschriften des geltenden Buchhaltungsrechts.

§ 2 - Die Sachanlagevermögen müssen systematisch auf der Grundlage der von der Gesellschaft bestimmten Methoden gemäß der Anlage LII. b des verordnungsrechtlichen Teils beschrieben werden.

§ 3 - Die §§ 3 und 4 des Artikels R. 308bis - 7 des verordnungsrechtlichen Teils sind auf die Versorger anwendbar, die den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegen.

**Art. R. 308bis - 19** - Der Artikel R. 308bis - 8 des verordnungsrechtlichen Teils ist auf die Versorger anwendbar, die den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegen.

**Art. R. 308bis - 20** - Die zweifelhaften Forderungen werden von den anderen geschäftlichen Forderungen über höchstens ein Jahr getrennt und sind Gegenstand einer Wertminderung, die je nach der Vorherigkeit der offenstehenden Forderungen auf der Pauschalgrundlage festgelegt wird.

- mehr als ein Jahr 30%;
- mehr als zwei Jahre 75%;
- mehr als drei Jahre 100%.

Die Rückstellung wird exklusive Steuer der Wallonischen Region und exklusive Mehrwertsteuer gebildet. Für die Haushaltskunden kann der erste Teilbetrag der Wertminderung angewandt werden, nachdem das ÖSHZ beschlossen hat, nicht auf den Sozialfonds für Wasser zurückzugreifen, das heißt etwa nach 120 Tagen.

**Art. R. 308bis - 21** - Rückstellungen für spezifische Risiken und Aufwendungen können gebildet werden, um sich insbesondere vor Gefahren in Verbindung mit Unwetter (Einfrierung der Leitungen) zu schützen. In diesem Fall wird die Wertsteigerung auf statistischer Grundlage je nach der Häufigkeit und dem Ausmaß der verursachten Schäden eingeschätzt.

*Unterabschnitt 3 — Analytische Betriebsrechnung eines Versorgungsnetzes*

**Art. R. 308bis - 22** - Die analytische Betriebsrechnung eines Versorgungsnetzes wird gemäß dem in Artikel R. 308bis-24 vorgesehenen Schema erstellt. Der Inhalt der Kontenposten der Betriebsrechnung wird in der Anlage LIII des verordnungsrechtlichen Teils festgelegt.

**Art. R. 308bis - 23** - Der Verteilungsschlüssel zur Zuweisung der Kosten, die den Versorgungsnetzen gemein sind, gründet auf der Anzahl Anschlüsse.

**Art. R. 308bis - 24** - Schema der analytischen Betriebsrechnung eines Versorgungsnetzes:

		<b>Rubriken der Betriebsrechnung</b>
<b>1</b>		<b>Technische Leistungen Wartung (untergliedert in):</b>
	1	Personal
	2	Dienstfahrten
	3	Eingesetzte Materialien
	4	Benutzung von Arbeitsmaschinen
	5	Sonstiges (Drittrechnungen)
<b>2</b>		<b>Kosten der Zählerablesungen (untergliedert in):</b>
	1	Personal
	2	Dienstfahrten
	3	Kosten für Informatik
	4	Sonstiges (Drittrechnungen)
<b>3</b>		<b>Kauf von Wasser (Reinigung ausgeschlossen)</b>
<b>4</b>		<b>Sonstige direkte Kosten (untergliedert in):</b>

		<b>Rubriken der Betriebsrechnung</b>
<b>1</b>		<b>Technische Leistungen Wartung (untergliedert in):</b>
	1	Kosten für die Gebäude, die speziell für dieses Versorgungsnetz bestimmt sind
	2	Sonstiges (Drittrechnungen)
<b>5</b>		<b>Abschreibungen der Betriebsanlagen</b>
<b>6</b>		<b>Gebühr und/oder Vergütung für die Nutzung von öffentlichen Gütern</b>
<b>7</b>		<b>Strukturkosten (untergliedert in):</b>
	1	Direktion
	2	Verwaltung
	3	Rechtsdienst
	4	Kunden- und Beireibungsdienst
	5	Studien/Zeichnungen
	6	Informatikdienst
	7	Allgemeine Verwaltungskosten
	8	Sonstiges (bitte angeben)
<b>8</b>		<b>Finanzlasten</b>
<b>9</b>		<b>Wertminderungen &amp; Minderwerte, Rückstellungen, Sonderlasten</b>
	1	Wertminderungen & Minderwerte
	2	Rückstellungen
	3	Sonderlasten
<b>10</b>		<b>Kostenangleichungen (+/-)</b>
<b>11</b>		<b>TATSÄCHLICHER KOSTENPREIS DES VERSORGUNGSNETZES (Abschnitte 1 bis 10)</b>

Unterabschnitt 4 — *Allgemeine Betriebsrechnung "Versorgung"*

**Art. R. 308bis - 25** - Die allgemeine Betriebsrechnung "Versorgung" wird von dem Versorger gemäß dem in Artikel R. 308bis - 26 des vorliegenden Abschnitts vorgesehenen Schema erstellt. Der Inhalt der Kontenposten der allgemeinen Betriebsrechnung "Versorgung" wird in der Anlage LIV des verordnungsrechtlichen Teils festgelegt.

**Art. R. 308bis - 26** - Schema der allgemeinen Betriebsrechnung "Versorgung":

I. Verkauf von Wasser durch die Sparte "Versorgung"
II.A Tatsächlicher Kostenpreis der Versorgungsnetze Versorgungsnetz ... Versorgungsnetz ... Versorgungsnetz ... Insgesamt
II.B Sonstige im Verkaufspreis des Wassers aufgenommene Lasten II.C Tatsächlicher Gesamtkostenpreis Versorgung (II.A + II.B) II.D Tatsächlicher Gesamtkostenpreis Reinigung II.E Sozialfonds
II.D Tatsächlicher Gesamtkostenpreis an die Verbraucher (II.C + II.D + II.E)
III. Nettoergebnis des Wasserverkaufs (I-II)

IV. Nettoergebnis der Drittpersonen in Rechnung gestellten Nettoarbeiten Arbeiten zu Lasten von Drittpersonen Drittpersonen in Rechnung gestellte Beträge (-) Sonstige Kosten, die nicht unmittelbar mit dem tatsächlichen Kostenpreis der Versorgung verbunden sind Sonstige verschiedene Einnahmen (-) <p style="text-align: center;">Insgesamt</p>
V. Nettoergebnis der Tätigkeit "Versorgung" (III + IV)

### Abschnitt 5 — Kontenplan des Wassersektors "Kommunaldienst"

#### Unterabschnitt 1 — Allgemeine Grundsätze

**Art. R. 308bis - 27 - § 1** - In dem vorliegenden Abschnitt werden die Regeln festgelegt, die im Rahmen des Kontenplans des Wassersektors auf den Erzeuger oder Versorger als Kommunaldienst anwendbar sind.

§ 2 - Die in dem Unterabschnitt 2 festgelegten Bewertungsregeln sind auf die Erzeuger und Versorger anwendbar, die den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegen.

#### Unterabschnitt 2 — Bewertungsregeln

**Art. R. 308bis - 28** - Die buchhalterische Informationsquelle ist die ordentliche Rechnung des Dienstes im eigenen Haushaltsjahr, außer wenn Eintragungen auf dieser Basis nicht ein tatsächengetreues Bild der Konten des Kommunaldienstes vermitteln. Im letzteren Fall, und nur wenn es von Bedeutung ist, wird die buchhalterische Information neu bearbeitet, um die mit den gelieferten Gütern oder erwiesenen Dienstleistungen verbundenen Ausgaben, die jedoch noch nicht angerechnet wurden, oder die erhaltenen Einnahmen, für noch keine Forderung festgestellt wurden, mit einzugliedern.

**Art. R. 308bis - 29 - § 1** - Unter Berücksichtigung ihrer verhältnismäßigen Bedeutung werden die Kosten für Verbrauchsgüter in den Ausgaben eingetragen (Verrechnungen) und werden am Ende des Jahres nicht mehr in der Bestandsaufnahme neu bearbeitet.

§ 2 - Unter Berücksichtigung ihrer verhältnismäßigen Bedeutung bleiben die auf die lokalen Behörden anwendbaren Regeln für die Wertsteigerung der Anlagevermögen auf den Kommunaldienst anwendbar.

§ 3 - Die anzuwendenden Abschreibungssätze sind diejenigen, die in der neuen Gemeindebuchführung festgelegt werden.

§ 4 - Unter Berücksichtigung ihrer verhältnismäßigen Bedeutung verbucht der Kommunaldienst keine Wertminderung wegen zweifelhafter Forderungen, erkennt jedoch den Verlust einer Forderung zum Zeitpunkt der Registrierung einer nicht eintreibbaren Forderung an.

§ 5 - Die Gemeinde setzt Verfahren ein, durch die eine interne Fakturierung der von anderen Diensten ausgeführten Arbeiten gewährleistet ist, die auf den ausgeführten Leistungen und den Verbrauchsdaten beruht.

§ 6 - Unter Berücksichtigung ihrer verhältnismäßigen Bedeutung und der Anwendung des Wassergesetzbuches, in dem die Verpflichtung einer dreimonatlichen Rechnungsausstellung vorgeschrieben wird, verbucht der Kommunaldienst keine Angleichung in Bezug auf die Verkaufsrechnungen, die am Jahresende auszustellen sind.

#### Unterabschnitt 3 — Betriebsrechnung "Erzeuger - Kommunaldienst"

**Art. R. 308bis - 30 - § 1** - Jeder Erzeuger in der Wallonischen Region, der den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegt, stellt jährlich eine gemeinsame Betriebsrechnung für die Erzeugungseinheit (en) und für die Transportleitung(en), sowie eine allgemeine Betriebsrechnung der "Erzeugung" gemäß den Bestimmungen der Unterabschnitte 3 und 4 des Abschnitts 3 und dessen Anlagen auf.

§ 2 - Aufgrund ihrer spezifischen Merkmale werden die Strukturkosten der Kommunaldienste - die sich aus einem Anteil Personalkosten (Einnahmer, Sekretär und Sonstige), Kosten für die kommunalen Mandatsträger und sonstige Kosten (Räumlichkeiten, ...) zusammensetzen - in der ordentlichen Rechnung des Dienstes im eigenen Haushaltsjahr getrennt und dem Kommunaldienst proportional zu den direkten Personalkosten zugeteilt.

#### Unterabschnitt 4 — Betriebsrechnung "Versorger - Kommunaldienst"

**Art. R. 308bis - 31 - § 1** - Jeder Versorger in der Wallonischen Region, der den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegt, stellt jährlich eine Betriebsrechnung des Versorgungsnetzes, sowie eine allgemeine Betriebsrechnung der "Versorgung" gemäß den Bestimmungen der Unterabschnitte 3 und 4 des Abschnitts 4 und dessen Anlagen auf.

§ 2 - Der Artikel R. 308bis - 30 § 2 ist auf die Versorger anwendbar, die den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegen.

**Art. R. 308bis - 32** - Wenn ein Kommunaldienst auf zwei Zwischeneinzugsgebieten betriebstätig ist, sind die in Artikel R. 308bis - 16 des verordnungsrechtlichen Teils festgelegten Modalitäten anwendbar.

### Abschnitt 6 — Durchführung, Veröffentlichung und Information

**Art. R. 308bis - 33** - Es wird ein Beratungsausschuss eingerichtet, dessen Zusammensetzung von dem Minister festgelegt wird, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, und dessen Zweck es ist, das Durchführungsverfahren und die Anwendung des einheitlichen Kontenplans des Wassersektors in der Wallonischen Region zu begleiten.

**Art. R. 308bis - 34** - Jedes Jahr legen die Betreiber, die den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels unterliegen, dem Sekretariat des Kontrollausschusses für Wasser spätestens bis zum 30. Juni des darauffolgenden Jahres die allgemeinen Betriebsrechnungen der Tätigkeiten "Erzeugung" und "Versorgung" gemäß den in den Artikeln R.308bis - 14 und R. 308bis - 26 vorgesehenen Schemen vor.

Anschließend und auf Anfrage des Kontrollausschusses für Wasser müssen die gesamten oder ein Teil der analytischen Betriebsrechnungen der Erzeugungseinheiten, der Transportleitungen und der Versorgungsnetze diesem innerhalb von 15 Tagen vorgelegt werden.

Die Modalitäten für die Übermittlung dieser Informationen werden auf Vorschlag des Kontrollausschusses für Wasser von dem Minister festgelegt, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört.

Nötigenfalls werden das Format und die Präsentation dieser Informationen auf Vorschlag des Kontrollausschusses für Wasser von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, näher angegeben.

Damit der Kontrollausschuss für Wasser seine Aufgaben im Sinne des Wassergesetzbuches, insbesondere der Artikel D.4, R. 18 bis R. 20, R. 30 und R. 031, wahrnehmen und die Betriebsrechnungen der Betreiber im Verhältnis zu ihrer Leistungsfähigkeit und ihrem Niveau des Versorgungsdienstes bewerten kann, ist es dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, möglich, auf Vorschlag des Kontrollausschusses für Wasser die Informationselemente, die die Betreiber dem Kontrollausschuss für Wasser zu liefern haben, sowie die Übermittlungsmodalitäten dieser Elemente bestimmen.

**Art. 2** - In den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Anlagen XLIX bis LIV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

ANLAGE XLIX: Sachanlagevermögen (Erzeugung)

XLIX.a. Klassifizierung in der allgemeinen Buchhaltung.

Klasse 22:

- Grundstücke.
- Gebäude (langlebige Gebäude (je nach der Bauart) - leichte Gebäude, Unterstände,...).
- Bebaute Grundstücke.
- Sonstige dingliche Rechte auf Gebäude.
- Technische Bauanlagen: Bauwerke für die Wasserentnahme, den Wassertransport, die Trinkwasserbehandlung.

Klasse 23:

- Anlagen, Maschinen und Ausrüstung, Zuführungsrohrleitungen.
- elektromechanische Anlagen - Anlagen zur Trinkwasserbehandlung (außer Bau-, Tiefbau-, Straßenbauanlagen und Regulierung), Pumpen, elektromechanische Geräte,...
- Regeleinrichtungen (Elektronik, Sensoren,...).

Klasse 24:

- Mobiliar und Fahrmaterial.
- technisches Mobiliar (Laborgeräte,...) und technisches Material (Arbeitsmaschinen,...).

Klasse 25:

- Grundstücke und Bauten im Leasing.
- Anlagen, Maschinen und Ausrüstung im Leasing.
- Mobiliar und Fahrmaterial im Leasing.
- Technische Bauanlagen im Leasing: Bauwerke zur Wasserentnahme, für den Transport, zur Trinkwasserbehandlung, Zuführungsrohrleitungen: - elektromechanische Anlagen im Leasing: Anlagen zur Trinkwasserbehandlung (außer Bau/Tiefbau und Regulierung), Pumpen, elektromechanische Geräte,...
- Regeleinrichtungen im Leasing (Elektronik, Sensoren,...).
- Technisches Mobiliar im Leasing (Laborgeräte,...) und technisches Material im Leasing (Arbeitsmaschinen,...).

Klasse 26:

- sonstige Sachanlagen.

Jede Anlage wird auf der Grundlage einer Einzelnummer referenziert und ist mit einer Erzeugungseinheit (die die Wasserentnahmestelle, die Behandlung und Unterdrucksetzung, den Behälter,... enthält) oder einer Transportlinie (die die Zuführungsleitungen, Übertragungsleitungen, Knoten, Behälter und die Pumpeinheit,... enthält) verbunden.

ANLAGE XLIX.b.: Abschreibungsregeln

	Min.	Max.
Ingenieurbauwerke für die Wasserfassung und die Trinkwasserbehandlung	20	40
Zuführungsrohrleitungen	30	50
Zähler	8	8
Anlagen zur Trinkwasserbehandlung (außer Bauwerke und Regulierung)	10	15
Große elektrische Anlagen, elektromechanische Geräte, Kesselanlagen, Lüftungsanlagen und sonstige Gerätschaften	10	15
Pumpen und kleine elektrische Anlagen	5	10
Regeleinrichtungen (Elektronik, Sensoren, Fernverarbeitung...)	4	8
Langlebige Gebäude (je nach der Bauart)	20	50
Leichte Gebäude, Unterstände,...	10	15
Anordnung und Einrichtung von Gebäuden	10	20
Büromobiliar	10	15
Laborgeräte, Büromobiliar (außer Informatik), Ausrüstungen,...	5	10
Informatikmaterial	2	5
Arbeitsmaschinen, Fahrzeuge,...	4	10
Elektrische Anlagen	10	10
Telefonanlagen	5	10

ANLAGE L: Bestimmung der Rubriken der analytischen Betriebsrechnung einer Erzeugungseinheit  
und einer Transportleitung

Die Kosten für die Erzeugungstätigkeit (Verbrauchsgüter, verschiedene Güter und Dienstleistungen, Personal, Abschreibung, Rückstellung & Wertminderung, Außergewöhnliches, ...) werden den verschiedenen Endkostenstellen oder Hilfskostenstellen angerechnet.

Die Kosten werden im Nettowert festgelegt, das heißt nach Abzug der eventuellen Refakturierung.

Es gibt 13 Endkostenstellen, die folgendermaßen untergliedert sind:

1. Technische Leistungen.
2. Kauf von Rohwasser.
3. Antriebsmaschinen.
4. Reagenzien und Schlämme.
5. Sonstige direkte Kosten.
6. Abschreibungen der Betriebsanlagen.
7. Kosten für den Schutzdienst.
8. Fernverarbeitung.
9. Laborkosten.
10. Strukturkosten.
11. Finanzlasten.
12. Rückstellungen und Sonderlasten.
13. Kostenangleichungen.

Die Hilfskostenstellen setzen sich folgendermaßen zusammen:

- allgemeine technische Kosten.
- Lagerkosten.
- Werkstattkosten.
- Kosten für Verwaltungsräume.
- Sonstiges (bitte angeben).

Die Kosten der Hilfskostenstellen werden durch Anwendung einer Deckung der direkten Kosten auf eine oder mehrere Endkostenstellen verteilt. Zum Beispiel werden die Werkstattkosten (Räumlichkeiten, Ausrüstung, Personal, ...) auf die Fahrtkosten der Endkostenstellen "technische Leistungen" verteilt, indem der tatsächliche Preis oder Standardpreis des hinterlegten km für eine gegebene Kategorie von Betriebsfahrzeugen (z.B. Kategorie Lastwagen) um eine Anteilsumme erhöht wird.

**I. ENDKOSTENSTELLEN (Abschnitte 1 bis 13).**

**1. Technische Leistungen.**

Dies umfasst die Gesamtheit der folgenden Arbeiten:

- den Betrieb der Anlagen;
- die Kontrolle der Anlagen;
- die Reparatur der Anlagen.

Diese Arbeiten werden vom eigenen Personal oder vom Personal von Subunternehmern durchgeführt. In dem ersten Fall sind die Arbeiten Gegenstand eines Arbeitsscheins, in dem die Leistungen des Personals, Dienstfahrten, die eingesetzten Materialien, die Benutzungszeiten der Arbeitsmaschinen und andere eventuelle Kosten angegeben werden. In dem zweiten Fall werden die gesamten Kosten von dem Subunternehmer verrechnet.

Die Personalkosten in Bezug auf die technischen Leistungen werden auf der Grundlage der direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten) festgelegt und werden um einen Anteil zur Deckung der allgemeinen technischen Kosten erhöht.

Die Fahrtkosten betreffen die dem Betrieb dienenden Fahrzeuge (Lastwagen, Lieferwagen), und enthalten die um einen Anteil zur Deckung der Werkstattkosten erhöhten direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Abschreibung, Finanzlast, Leasing, Instandhaltung, Reparaturen, Treibstoff, Versicherungen, ...).

Die Kosten für die eingesetzten Materialien enthalten die um einen Anteil zur Deckung der Lagerkosten erhöhten Anschaffungskosten (zum gewichteten Durchschnittspreis oder nach der FIFO-Methode) der eingesetzten Teile.

Die Kosten für die Benutzung der Arbeitsmaschinen werden auf der Grundlage eines gegebenen Stundenpreises je Arbeitsmaschine berechnet, indem in die direkten Kosten (Abschreibungen, Finanzlasten, Treibstoff, Wartung, ...) eine Anteilsumme zur Deckung der Werkstattkosten aufgenommen wird.

Die anderen Kosten beziehen sich auf Drittleistungen, die Miete von Maschinen oder Sonstiges und werden auf der Grundlage des Nennwerts der Rechnungen registriert.

**2. Kauf von Rohwasser.**

Das Rohwasser betrifft das Wasser, das für die Behandlung in einer Anlage einer Erzeugungseinheit bestimmt ist.

Der Kauf von bereits behandeltem Wasser wird in der allgemeinen Betriebsrechnung der Erzeugungstätigkeit getrennt angegeben. Jeder Kauf von behandeltem Wasser geht über die Betriebsrechnung der Erzeugungstätigkeit.

Der Kauf von Rohwasser wird zum Anschaffungspreis valorisiert.

**3. Antriebsmaschinen.**

Die mit den Antriebsmaschinen verbundenen Kosten betreffen hauptsächlich die Stromkosten und die mit den Bauwerken verbundenen Abgaben.

Die Kosten entsprechen im Allgemeinen dem Nennwert der Rechnungen oder den Abgabescheinen.

**4. Reagenzien und Schlämme.**

Die Kosten für die Reagenzien beziehen sich auf die in den Betriebsanlagen verbrauchten Reagenzien. Der Kauf wird direkt dem Bauwerk auf der Grundlage der Rechnung angerechnet oder der Verbrauch wird unter den Bauwerken verteilt und zum gewichteten Durchschnittspreis oder nach der FIFO-Methode valorisiert.

#### 5. Sonstige direkte Kosten.

Diese enthalten insbesondere die Kosten für das Funktionieren der Gebäude und Bauwerke, die speziell für die Erzeugungstätigkeit bestimmt sind, sowie andere direkte Kosten.

Die Kosten für das Funktionieren der Gebäude und Bauwerke, die speziell für die Erzeugungstätigkeit bestimmt sind, enthalten:

- die eigentlichen Kosten für das Funktionieren der Gebäude und Bauwerke, das heißt die Kosten für Unterhalt und Wartung, einschließlich der Kosten für Strom, Wasser, Gas, Versicherung, Abschreibungslasten, ...
- die Kosten für das Personal, das den Gebäuden und Bauwerken zugeteilt ist und das keine technischen Leistungen erbringt, werden auf der Grundlage der direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten) festgelegt.

Die anderen Kosten hängen von jedem Betreiber ab und werden von Fall zu Fall festgelegt. Die internen Kosten werden unter Anwendung der sogenannten Methode der Vollkosten festgelegt. Die externen Kosten entsprechen im Allgemeinen dem Nennwert der Rechnungen.

#### 6. Abschreibungen der Betriebsanlagen.

Mit den Betriebsanlagen sind die Bauwerke (Wasserentnahme- und Wasserbehandlungseinheit, Wasserturm, ...), Zuführungsleitungen (Leitungen, Ventile, Anschlüsse,...), und Zähler, ... gemeint.

Die Abschreibungslasten beachten die Regeln, die im einheitlichen Kontenplan des Wassersektors festgelegt wurden.

#### 7. Kosten für den Schutzdienst.

Für die Betreiber, die den Schutzvertrag mit der "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau") abgeschlossen haben, ist der Schutz der Wasserentnahmestellen eine Last, die der "S.P.G.E." obliegt; dafür rechnet diese den Erzeugern die erbrachte Dienstleistung auf der Grundlage eines Betrags pro erzeugtem m<sup>3</sup> an.

Die Last entspricht dem Nennwert der Rechnungen der "S.P.G.E." für diese Dienstleistung.

#### 8. Fernverarbeitung.

Die Kosten für die Fernverarbeitung werden in einer Kostenstelle angesammelt und enthalten:

- Die mit dem spezifischen Informatikmaterial (Hardware und Software) verbundenen Kosten, die die Abschreibungen, Wartungskosten, ... enthalten.
- Die direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten des in diesem Dienst beschäftigten Personals (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten), die um einen Anteil zur Deckung der Kosten für die Räumlichkeiten erhöht werden.
- Die Fahrtkosten, die die direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Abschreibung, Finanzlast, Leasing, Instandhaltung, Reparaturen, Treibstoff, Versicherungen, ...) enthalten und die um einen Anteil zur Deckung der Werkstattkosten erhöht werden.
- Sonstige Käufe (Verbrauchsgüter, ...), die auf der Grundlage des Nennwerts der Rechnung oder auf der Grundlage des um den gewichteten Durchschnittspreis valorisierten Verbrauchs oder nach der FIFO-Methode valorisiert werden.
- Sonstige Kosten (bitte angeben).

#### 9. Laborkosten.

Die Tätigkeit wird entweder intern ausgeführt oder an einen Subunternehmer vergeben. In dem ersten Fall werden die Kosten auf der Grundlage der Vollkosten festgelegt; in dem zweiten Fall bestehen die Kosten aus Laborrechnungen.

Die internen Laborkosten werden in einer Kostenstelle angesammelt; dies betrifft:

- Die direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten des Personals des Labors (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten), die um einen Anteil zur Deckung der Kosten für die Räumlichkeiten erhöht werden.
- Die mit dem spezifischen Material und den Ausrüstungen verbundenen Kosten, einschließlich der Abschreibungen, der Wartungskosten, ...
- Sonstige Käufe (Verbrauchsgüter, ...), die auf der Grundlage des Nennwerts der Rechnung oder auf der Grundlage des um den gewichteten Durchschnittspreis valorisierten Verbrauchs oder nach der FIFO-Methode valorisiert werden.
- Sonstige Kosten (bitte angeben).

#### 10. Strukturkosten.

Diese Kosten sind im Allgemeinen den Erzeugungstätigkeiten und den Versorgungstätigkeiten gemein. Sie enthalten die Kosten von verschiedenen funktionalen Diensten, die nicht direkt über die Kosten für technische Dienstleistungen oder Zählerablesungen angerechnet werden. Es werden ebenfalls die allgemeinen Verwaltungskosten und die anderen Kosten aufgenommen.

Die Kosten für die funktionalen Dienste beziehen sich auf die Direktion (Generaldirektion, andere Direktionen, Generalsekretär, Verwaltungsorgane, ...) die Verwaltung (Buchhaltungsdienst, Personalwesen, sonstige Verwaltungen, ...), den Rechtsdienst, den Kunden- und Beitreibungsdienst (Fakturierung, Streitsachen, Ombudsmann, ...), den Studien- und Zeichnungsdienst, den Informatikdienst. Die Kosten werden nach der Methode der Vollkosten festgelegt, das heißt dass sie Folgendes aufnehmen:

- Die direkten Personalkosten des Dienstes (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten);
- Die anderen direkten Kosten des Dienstes (Käufe, Verbrauchsgüter, Honorare, ...);
- Einen Anteil der Gebäudekosten, der auf der effektiven Nutzung gründet;

Die den anderen Diensten in Rechnung gestellten oder den technischen Dienstleistungen angerechneten Beträge werden von den Kosten abgezogen.

Die allgemeinen Verwaltungskosten umfassen die anderen Kosten, die in den oben erwähnten funktionalen Abschnitten nicht miteinbezogen sind, und die Folgendes betreffen: Materialverwaltung, Mobilien und Büroausstattungen, Dokumentation (insofern sie nicht für eine besondere Dienststelle spezifisch ist),...



Die anderen Kosten nehmen insbesondere die Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen, die Finanzlasten sowie die nicht unmittelbar mit der Erzeugungstätigkeit verbundenen Sonderlasten, und sonstige (noch zu bezeichnende) Lasten auf, die nicht die funktionalen Dienste oder die allgemeinen Verwaltungskosten betreffen.

#### 11. Finanzlasten.

In dieser Rubrik werden die Finanzlasten, die mit den Anleihen verbunden sind, die für den Erwerb von Bauwerken einer Erzeugungseinheit oder Transportleitung aufgenommen werden, getrennt angeführt.

Die Finanzlasten werden auf der Grundlage der tatsächlich getragenen Lasten angerechnet.

#### 12. Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen & Sonderlasten.

Die Dotationen und Auflösungen von Rückstellungen sowie die Sonderlasten werden entsprechend den buchführungsrechtlichen Regeln gebucht.

Die Dotationen und Auflösungen von Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen sowie die Sonderlasten werden unter dieser Rubrik erwähnt, insoweit sie die Erzeugungstätigkeit spezifisch betreffen. Wie oben erwähnt, werden die Dotationen/Rücknahmen und sonstigen Lasten, die keine Sonderlasten sind, in den Strukturkosten aufgenommen.

#### 13. Kostenangleichungen.

Unter der Rubrik "Kostenangleichungen" wird Folgendes angegeben:

- die von Dritten für Rechnung des Versorgers getragenen, jedoch nicht fakturierten Kosten;
- die Differenzen zwischen dem tatsächlichen Preis und dem Standardpreis, wenn diese Differenzen nicht den entsprechenden Abschnitten angerechnet wurden.

### II. HILFSKOSTENSTELLEN.

#### a. Allgemeine technische Kosten.

Diese Kosten betreffen:

- den Kauf von Verbrauchsgütern, Eisenwaren, Kleinwerkzeugen, Verkehrszeichen, ...
- die Kosten (zum Vollpreis valorisiert: Abschreibung, Wartung, Versicherungen, Wartungspersonal, Wartungsräume, ...) des schweren Betriebsmaterials, wie Kräne, Kompressoren, ...

- Sonstiges

Sie werden indirekt über einen zusätzlichen Kostenanteil angerechnet, der den Standardstundensatz der Lohnkosten belastet.

#### b. Lagerkosten.

Die Kosten enthalten:

- Kosten für das Personal der Lageranlagen.
- Kosten für die das/die Fahrzeuge, die für das/die Lager eingesetzt werden.
- Gebäudekosten in Zusammenhang mit den Lageranlagen.
- Abschreibungen für Ausrüstungen.
- Verbräuche.
- Sonstiges.

Sie werden indirekt über einen zusätzlichen Kostenanteil angerechnet, der die direkten Kosten der Materialien belastet.

#### c. Werkstattkosten.

Die Werkstattkosten umfassen:

- Kosten für das Personal des/der Werkstatt/Werkstätten.
- Kosten für das/die Fahrzeuge, die für die Werkstatt/Werkstätten bestimmt sind.
- Gebäudekosten in Zusammenhang mit der Werkstatt/den Werkstätten.
- Abschreibungen für Ausrüstungen.
- Verbräuche.
- Sonstiges.

Sie werden indirekt über einen zusätzlichen Kostenanteil (Dienstfahrten oder Arbeitsmaschinen) angerechnet, der die direkten Kosten für Fahrzeuge oder Arbeitsmaschinen belastet.

#### d. Kosten für Verwaltungsräume.

Diese Kosten umfassen:

- Abschreibungen des/der Gebäude & Einrichtungsarbeiten.
- Wartung.
- Reparaturen.
- Kosten für das Wartungspersonal.
- Verbrauchsgüter.
- Sonstiges.

Sie werden den verschiedenen funktionalen Diensten aufgrund der besetzten Flächen angerechnet.

#### e. Sonstiges.

Diese Kosten werden hinsichtlich ihrer Art und ihrer Anrechnungsweise genauer bestimmt.

### ANLAGE LI: Bestimmung der Rubriken der allgemeinen Betriebsrechnung des Erzeugers in der Wallonischen Region

Durch die allgemeine Betriebsrechnung können für einen gegebenen Erzeuger der tatsächliche Gesamtkostenpreis der Wasserverzeugung, das Nettoergebnis des Wasserverkaufs und das Nettoergebnis der Tätigkeit "Erzeugung" bestimmt werden.

Jede Rubrik wird kurz kommentiert.

#### I. Wasserverkauf.

Es wird der Umsatz des Erzeugers bezüglich der Wasserverkäufe angegeben, der gemäß den üblichen Buchhaltungsregeln der Unternehmen erstellt wird.

**II. Tatsächlicher Gesamtkostenpreis der Erzeugung.**

Der tatsächliche Gesamtkostenpreis der Erzeugung setzt sich aus der Summe des tatsächlichen Kostenpreises der Erzeugungseinheiten, des tatsächlichen Kostenpreises der Transportleitungen und der Käufe von behandeltem Wasser zusammen.

**II.A Erzeugungseinheiten:**

Es wird der tatsächliche Kostenpreis der gesamten Erzeugungseinheiten für das Haushaltsjahr angegeben.

**II.B Transportleitungen:**

Diese Rubrik setzt sich aus dem tatsächlichen Kostenpreis der gesamten Transportleitungen für das Haushaltsjahr zusammen.

**II.C Kauf von behandeltem Wasser:**

Diese Rubrik enthält die Kosten für die Käufe von behandeltem Wasser für den Verbrauch des Haushaltsjahres.

**III. Nettoergebnis des Wasserverkaufs.**

Das Nettoergebnis des Haushaltsjahres ist der Unterschied zwischen den Wasserverkäufen (Rubrik I) und dem tatsächlichen Gesamtkostenpreis der Wassererzeugung (Rubrik II).

**IV. Nettoergebnis der den Drittpersonen verrechneten Arbeiten.**

Es handelt sich um die Kosten für die operationellen (technischen) Dienstleistungen, die für Rechnung und zu Lasten von Drittpersonen ausgeführt wurden.

Die Kosten für die Arbeiten, die von dem Erzeuger übernommen werden, werden in diesem Abschnitt aufgenommen.

Die entsprechenden Einkommen werden im Hinblick auf diese Lasten in der Form einer Fakturierung an die Drittpersonen anerkannt.

**V. Nettoergebnis der Tätigkeit "Erzeugung".**

Das Nettoergebnis der Tätigkeit "Erzeugung" setzt sich aus der Summe des Nettoergebnisses des Wasserverkaufs (Rubrik III) und des Nettoergebnisses der den Drittpersonen in Rechnung gestellten Nettoarbeiten (Rubrik IV) zusammen.

**VI. Zusätzliche Information.**

Die Kosten der aktivierten Eigenleistung werden als zusätzliche Information angegeben. Die aktivierte Eigenleistung enthält die gesamten Arbeiten, die von den Diensten des Erzeugers ausgeführt werden.

**ANLAGE LII: Sachanlagevermögen (Versorgung)****LII.a. Klassifizierung in der allgemeinen Buchhaltung.****22 Grundstücke:**

- Gebäude (langlebige Gebäude (je nach der Bauart) - leichte Gebäude, Unterstände, ...).
- Bebaute Grundstücke.
- Sonstige dingliche Rechte auf Gebäude.
- Technische Bauanlagen Bauwerke für die Wasserversorgung.

**23 Anlagen, Maschinen und Ausrüstung:**

- das Kanalisationsnetz, die Anschlüsse, ...
- elektromechanische Anlagen: Pumpen, elektromechanische Geräte, ...
- elektromechanische Anlagen: Pumpen, elektromechanische Geräte, ...
- Regeleinrichtungen (Elektronik, Sensoren, ...).
- Zähler.

**24 Mobiliar und Fahrmaterial:**

- Technisches Mobiliar (Laborgeräte, ...).
- Technisches Material (Arbeitsmaschinen, ...).

**25 Grundstücke und Bauten im Leasing:**

- Anlagen, Maschinen und Ausrüstungen im Leasing.
- Mobiliar und Fahrmaterial im Leasing.
- Technische Bauanlagen im Leasing Bauwerke für die Versorgung, das Kanalisationsnetz, die Anschlüsse, ...
- Elektromechanische Anlagen im Leasing: Pumpen, elektromechanische Geräte, ...
- Regeleinrichtungen im Leasing (Elektronik, Sensoren, ...).
- Zähler.
- Technisches Mobiliar im Leasing (Laborgeräte, ...) und technisches Material im Leasing (Arbeitsmaschinen, ...).

## 26 Sonstige Sachanlagen:

Jede Anlage wird einem Teileinzugsgebiet oder einer Hilfskostenstelle zugeteilt, die den Gegenstand einer Verteilung oder einer Zuwendung bildet.

## ANLAGE LII.b.: Abschreibungsregeln

	Min.	Max.
Kathodische Schutzvorrichtungen und Leitungen (Sonderstationen) Kugelgraphitgusseisen PVC .....	30	50
Anschlüsse	20	30
Sonderzähler Hauptzähler	8 8	16 8
Pumpen und kleine elektrische Anlagen	5	10
Große elektrische Anlagen (Schalttafeln, ...), elektromechanische Geräte, Kesselanlagen, Lüftungsanlagen	10	15
Regeleinrichtungen (Elektronik, Sensoren, Fernverarbeitung...)	4	10
Langlebige Gebäude (je nach der Bauart)	20	50
Leichte Gebäude, Unterstände, ...	10	15
Anordnung und Einrichtung von Gebäuden	10	20
Büromobiliar	10	15
Laborgeräte, Büromobiliar (außer Informatik), Ausrüstungen, ...	5	10
Informatikmaterial	2	5
Arbeitsmaschinen, Fahrzeuge, ...	4	10
Elektrische Anlagen	10	10
Telefonanlagen	5	10

Die Abschreibungsdauer der Zähler beruht auf den Vorschriften des Föderalen Wirtschaftsdienstes - Abteilung Messtechnik.

## ANLAGE LIII: Bestimmung der Rubriken der analytischen Betriebsrechnung eines Versorgungsnetzes

Die Kosten für die Versorgungstätigkeit (Verbrauchsgüter, verschiedene Güter und Dienstleistungen, Personal, Abschreibung, Rückstellung & Wertminderung, Außergewöhnliches, ...) werden den verschiedenen Endkostenstellen oder Hilfskostenstellen angerechnet.

Die Kosten werden im Nettowert festgelegt, das heißt nach Abzug der eventuellen Refakturierung.

Es gibt 10 Endkostenstellen, die folgendermaßen untergliedert sind:

1. Technische Leistungen Wartung.
2. Kosten für das Ablesen der Zähler.
3. Kauf von Wasser.
4. Sonstige direkte Kosten.
5. Abschreibungen der Betriebsanlagen.
6. Gebühr für die Nutzung von öffentlichen Gütern.
7. Strukturkosten.
8. Finanzlasten.
9. Wertminderungen & Minderwerte, Rückstellungen, Sonderlasten.
10. Kostenangleichungen.

Die Hilfskostenstellen setzen sich folgendermaßen zusammen:

- Allgemeine technische Kosten
- Lagerkosten
- Werkstattkosten
- Kosten für Verwaltungsräume
- Sonstiges (bitte angeben)

Die Kosten der Hilfskostenstellen werden durch Anwendung einer Deckung der direkten Kosten auf eine oder mehrere Endkostenstellen verteilt. Zum Beispiel werden die Werkstattkosten (Räumlichkeiten, Ausrüstung, Personal, ...) auf die Fahrtkosten der Endkostenstellen "technische Leistungen Wartung" und "Kosten für das Ablesen der Zähler" verteilt, indem der tatsächliche Preis oder Standardpreis des hinterlegten km für eine gegebene Kategorie von Betriebsfahrzeugen (z.B. Kategorie Lastwagen) um eine Anteilsumme erhöht wird.

**I. ENDKOSTENSTELLEN (Abschnitte 1 bis 10).**

1. Technische Leistungen Wartung.

Dies umfasst die Gesamtheit der folgenden Arbeiten:

- Die Kontrolle des Netzes (Lecksuche, ...).
- Die Wartung des Netzes (und der auf dem Netz installierten Geräte).
- Die Reparaturen am Netz (Reparatur von Leckstellen an Leitungen bzw. an Anschlüssen).

Diese Arbeiten werden vom eigenen Personal oder vom Personal von Subunternehmern durchgeführt. In dem ersten Fall sind die Arbeiten Gegenstand eines Arbeitsscheins, in dem die Leistungen des Personals, Dienstfahrten, die eingesetzten Materialien, die Benutzungszeiten der Arbeitsmaschinen und andere eventuelle Kosten angegeben werden. In dem zweiten Fall werden die gesamten Kosten von dem Subunternehmer verrechnet.

Die Personalkosten in Bezug auf die technischen Wartungsleistungen werden auf der Grundlage der direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten) festgelegt und werden um einen Anteil zur Deckung der allgemeinen technischen Kosten erhöht.

Die Fahrtkosten betreffen die Fahrzeuge, die für den Betrieb eingesetzt werden (Lkws und Lieferwagen) und enthalten die um einen Anteil zur Deckung der Werkstattkosten erhöhten direkten tatsächlichen oder Standardkosten (Abschreibung, Finanzlast, Leasing, Wartung, Reparaturen, Treibstoff, Versicherungen, ...).

Die Kosten für die eingesetzten Materialien enthalten die um einen Anteil zur Deckung der Lagerkosten erhöhten Anschaffungskosten (zum gewichteten Durchschnittspreis oder nach der FIFO-Methode) der eingesetzten Teile.

Die Kosten für die Benutzung der Arbeitsmaschinen werden auf der Grundlage eines gegebenen Stundenpreises je Arbeitsmaschine berechnet, indem in die direkten Kosten (Abschreibungen, Finanzlasten, Treibstoff, Wartung, ...) eine Anteilsumme zur Deckung der Werkstattkosten aufgenommen wird.

Die anderen Kosten beziehen sich auf Drittleistungen, die Miete von Maschinen oder Sonstiges und werden auf der Grundlage des Nennwerts der Rechnungen eingetragen.

#### 2. Kosten für das Ablesen der Zähler.

Diese Leistungen werden vom eigenen Personal oder vom Personal von Subunternehmern durchgeführt. Im ersten Fall ist das für diese Aufgabe eingesetzte Personal genau identifiziert, und die diesbezüglichen Kosten umfassen die direkten Kosten (Leistungen des Personals, Fahrtkosten, und ggf. andere Kosten). In dem zweiten Fall werden die gesamten Kosten von dem Subunternehmer, der die Leistungen ausführt, in Rechnung gestellt.

Die Personalkosten in Zusammenhang mit dem Ablesen der Zähler werden auf der Grundlage der direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige verschiedene Kosten) festgelegt.

Die Fahrtkosten betreffen die von dem mit dem Ablesen der Zähler beauftragten Personal benutzten Fahrzeuge (Lieferwagen), und enthalten die um einen Anteil zur Deckung der Werkstattkosten erhöhten direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Abschreibung, Finanzlast, Leasing, Wartung, Reparaturen, Treibstoff, Versicherungen, ...).

Die anderen Kosten beziehen sich auf die Leistungen der mit dem Ablesen der Zähler beauftragten Drittpersonen, wobei sie auf der Grundlage des Nennwerts der Rechnungen eingetragen werden, sowie auf andere für diese Tätigkeit spezifische Kosten, wie z.B. für die Informatik, d.h. für die im Rahmen des Ablesens der Zähler benutzte Hardware und Software (Abschreibung, Wartung, Finanzlast, ...), die mit dieser Aktivität verbundenen Postkosten, ...

#### 3. Kauf von Wasser.

Das gekaufte Wasser stammt entweder aus der eigenen Produktion oder von anderen Erzeugern. Außer in den Fällen, wo der Wasserversorger keine Erzeugungsaktivität ausübt, wird das bei anderen Erzeugern angekaufte Wasser innerhalb der Erzeugungstätigkeit befördert.

Der Kauf von Wasser erfolgt zum durchschnittlichen Erzeugungspreis (Eigenproduktion) und/oder zum Ankaufpreis (Erzeugung durch Drittpersonen).

#### 4. Sonstige direkte Kosten.

Diese enthalten insbesondere die Kosten für das Funktionieren der Gebäude und Bauwerke, die speziell für die Versorgungstätigkeit bestimmt sind, sowie andere direkte Kosten.

Die Kosten für das Funktionieren der Gebäude und Bauwerke, die speziell für die Versorgungstätigkeit bestimmt sind, enthalten:

die eigentlichen Kosten für das Funktionieren der Gebäude und Bauwerke, das heißt die Kosten für Unterhalt und Wartung, einschließlich der Kosten für Strom, Wasser, Gas, Versicherung, Abschreibungslasten, ...

die Kosten für das Personal, das den Gebäuden und Bauwerken zugeteilt ist und das keine Leistungen für eine der beiden anderen Aktivitäten (technische Leistungen & Ablesen der Zähler) erbringt, werden auf der Grundlage der direkten tatsächlichen Kosten oder Standardkosten (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige Kosten jeglicher Art) festgelegt.

Die anderen Kosten hängen von jedem Betreiber ab und betreffen z.B. die Fernverarbeitung, die Dienststelle für Messtechnik, die Gebühr für die Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen,...

Die internen Kosten werden durch Anwendung der sog. Methode der Vollkosten festgelegt (z.B. Fernverarbeitung einschließlich Materialkosten - Abschreibung, Finanzlasten, Wartung, ... - die Kosten für das dieser Aktivität zugeteilte Personal, ...). Die externen Kosten entsprechen meistens dem Nennwert der Rechnungen.

#### 5. Abschreibungen der Betriebsanlagen.

Die Betriebsanlagen betreffen die Netze (Leitungen, Ventile, Anschlüsse) und die Zähler.

Die Abschreibungslasten beachten die Regeln, die im Kontenplan des Wassersektors festgelegt sind.

#### 6. Gebühr und/oder Vergütung für die Nutzung von öffentlichen Gütern

Es handelt sich hier um die Gebühr und/oder die Vergütung für die Nutzung von öffentlichen Gütern, die von den Gemeinden ausgegeben wird, auf deren Gebiet sich das Versorgungsnetz befindet.

Die Last entspricht dem Nennwert der Gebühr und/oder Vergütung.

#### 7. Strukturkosten.

Diese Kosten sind im Allgemeinen den Erzeugungs- und Versorgungstätigkeiten gemein. Sie enthalten die Kosten von verschiedenen funktionalen Diensten, die nicht direkt über die Kosten für technische Dienstleistungen oder Zählerablesungen angerechnet werden. Die allgemeinen Verwaltungskosten und die sonstigen Kosten werden ebenfalls miteinbezogen.

Die Kosten von funktionalen Diensten betreffen die Kosten der Direktion (Generaldirektion, sonstige Direktionen, Generalsekretär, Verwaltungsorgane, ...), die Verwaltung (Buchhaltung, Personalwesen, sonstige Verwaltungskosten, ...), die juristische Abteilung, die Dienststelle Kundendienst und Beitreibung (Fakturierung, Streitsachen, Ombudsmann,...), die Dienststelle Planung und Zeichnungen, die Abteilung Informatik. Die Kosten werden nach der Methode der Vollkosten festgelegt, das heißt dass sie Folgendes aufnehmen:

- die direkten Personalkosten des Dienstes (Gehalt, verschiedene Prämien und Zulagen, Arbeitgeberlasten, gesetzliche Versicherung, sonstige Kosten jeglicher Art);
- die anderen direkten Kosten des Dienstes (Käufe, Verbrauchsgüter, Honorare, ...);
- Ein Anteil der Gebäudekosten aufgrund der tatsächlich besetzten Fläche.

Die Beträge, die anderen Dienststellen fakturiert werden, oder den technischen Leistungen/Leistungen für das Ablesen der Zähler angerechnet werden, werden hier nicht mitberücksichtigt.

Die allgemeinen Verwaltungskosten umfassen die anderen Kosten, die in den oben erwähnten funktionalen Abschnitten nicht miteinbezogen sind, und die Folgendes betreffen: Materialverwaltung, Mobiliar und Büroausstattungen, Dokumentation (insofern sie nicht für eine besondere Dienststelle spezifisch ist), Postkosten, die nicht die Zählerablesungen betreffen, ...

Die anderen Kosten umfassen insbesondere die Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen, die Finanzlasten sowie die nicht unmittelbar mit der Versorgungstätigkeit verbundenen Sonderlasten, und (noch zu bezeichnende) sonstige Lasten, die nicht die funktionalen Dienste oder die allgemeinen Verwaltungskosten betreffen.

#### 8. Finanzlasten.

In dieser Rubrik werden die Finanzlasten, die mit den Anleihen verbunden sind, die für den Erwerb von Anlagen eines Versorgungsnetzes aufgenommen werden, getrennt angeführt.

Die Finanzlasten werden auf der Grundlage der tatsächlich getragenen Lasten angerechnet.

#### 9. Wertminderung wegen zweifelhafter Forderungen, Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen, Sonderlasten.

Wertminderungen wegen zweifelhafter Forderungen erfolgen in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Kontenplans des Wassersektors. Die Dotationen und Rücknahmen von Rückstellungen sowie die Sonderlasten werden entsprechend den buchführungsrechtlichen Regeln gebucht.

Die Dotationen und Rücknahmen von Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen sowie die Sonderlasten werden unter dieser Rubrik erwähnt, insoweit sie die Versorgungstätigkeit spezifisch betreffen. Wie oben erwähnt, werden die Dotationen/Rücknahmen und sonstigen Lasten, die keine Sonderlasten sind, in den Strukturkosten aufgenommen.

#### 10. Kostenangleichungen.

Diese Rubrik umfasst u.a.:

- die von Dritten für Rechnung des Versorgers getragenen, jedoch nicht fakturierten Kosten;
- die Differenzen zwischen dem tatsächlichen Preis und dem Standardpreis, wenn diese Differenzen nicht den entsprechenden Abschnitten angerechnet wurden.

### II. HILFSKOSTENSTELLEN.

#### a. Allgemeine technische Kosten.

Diese Kosten betreffen:

- den Kauf von Verbrauchsgütern, Eisenwaren, Kleinwerkzeugen, Verkehrszeichen, ...
- Die Kosten (zum Vollpreis valorisiert: Abschreibung, Wartung, Versicherungen, Wartungspersonal, Wartungsräume, ...) des schweren Betriebsmaterials, wie Kräne, Kompressoren, ...

#### • Sonstiges

Sie werden indirekt über einen zusätzlichen Kostenanteil angerechnet, der den Standardstundensatz der Lohnkosten belastet.

#### b. Lagerkosten.

Die Kosten enthalten:

- Kosten für das Personal des/der Lageranlagen.
- Kosten für das/die Fahrzeuge, die für das/die Lager eingesetzt werden.
- Gebäudekosten in Zusammenhang mit den Lageranlagen.
- Abschreibungen für Ausrüstungen.
- Verbräuche.
- Sonstiges.

Sie werden indirekt über einen zusätzlichen Kostenanteil angerechnet, der die direkten Kosten der Materialien belastet.

#### c. Werkstattkosten.

Die Werkstattkosten umfassen:

- Kosten für das Personal des/der Werkstatt/Werkstätten
- Kosten für das / die Fahrzeuge, die für die Werkstatt / Werkstätten bestimmt sind
- Gebäudekosten in Zusammenhang mit der Werkstatt / den Werkstätten
- Abschreibungen für Ausrüstungen
- Verbräuche
- Sonstiges

Sie werden indirekt über einen zusätzlichen Kostenanteil angerechnet, der die direkten Kosten für Fahrzeuge oder Arbeitsmaschinen belastet.

#### d. Kosten für Verwaltungsräume.

Diese Kosten umfassen:

- Abschreibung des/der Gebäude & Einrichtungsarbeiten.
- Wartung.
- Reparaturen.

- Kosten für das Wartungspersonal.
- Verbrauchsgüter.
- Sonstiges.

Sie werden den verschiedenen funktionalen Diensten aufgrund der besetzten Flächen angerechnet.

e. Sonstiges.

Diese Kosten werden hinsichtlich ihrer Art und ihrer Anrechnungsweise genauer bestimmt.

#### ANLAGE LIV: Bestimmung der Rubriken der allgemeinen Betriebsrechnung des Versorgers in der Wallonischen Region

Durch die allgemeine Betriebsrechnung können für einen gegebenen Versorger der tatsächliche Gesamtkostenpreis der Wasserversorgung für die Verbraucher, das Nettoergebnis des Wasserverkaufs und das Nettoergebnis der Tätigkeit "Versorgung" bestimmt werden.

Jede Rubrik wird kurz kommentiert.

##### **I. Wasserverkauf.**

Die angeführten Zahlen sind der Umsatz des Wasserversorgers betreffend den Wasserverkauf und die Gebühr; sie werden nach den üblichen buchhalterischen Regeln für Unternehmen festgelegt, und enthalten die für den Sozialfonds in Rechnung gestellte Anteilsumme.

##### **II. Tatsächlicher Gesamtkostenpreis für die Verbraucher.**

Der tatsächliche Gesamtkostenpreis für die Verbraucher setzt sich aus den Kosten für die Versorgungsnetze und einigen spezifischen zusätzlichen miteinbezogenen Lasten zusammen.

##### **II.A Versorgungsnetze.**

Diese Rubrik setzt sich aus dem tatsächlichen Kostenpreis der gesamten Versorgungsnetze für das Haushaltsjahr zusammen.

##### **II.B Sonstige im tatsächlichen Kostenpreis des Wassers aufgenommene Lasten.**

Diese Rubrik enthält Lasten verschiedener Art, wie z.B:

- die Opportunitätskosten bestehen aus dem Abzug von den Einnahmen einer bestimmten Anteilsumme für die Finanzierung der Erneuerung des Netzes; dieser Abzug ist Pflicht während des Zeitraums, in dem die Abschreibungs-lasten unzureichend sind, um deren Selbstfinanzierung zu sichern; die Opportunitätskosten sind der Unterschied zwischen den Kosten für die Erneuerung des Versorgungsnetzes in Höhe von maxi 1,5% und den tatsächlich gebuchten Abschreibungskosten des Netzes

- die Fakturierung der Rückzahlung der Schuld (Betrag des Kapitals) als Gegenwert für die Anteile in der Wasserversorgungskörperschaft

##### **II.C Tatsächlicher Gesamtkostenpreis für die Versorgung.**

Der tatsächliche Gesamtkostenpreis für die Versorgung (GTKV) entspricht der Summe des tatsächlichen Kostenpreises für die Versorgungsnetze (Abschnitt II.A) und der anderen Lasten, die im Verkaufspreis des Wassers miteinbezogen werden (Abschnitt II.B).

##### **II.D Tatsächlicher Gesamtkostenpreis für die Abwasserreinigung.**

Der tatsächliche Gesamtkostenpreis für die Abwasserreinigung (GTKAR) entspricht dem Betrag, der von der S.P.G.E. in Rechnung gestellt wird, und auf den im Rahmen des Dienstleistungsvertrags bezüglich der öffentlichen Abwasserreinigung versorgten m<sup>3</sup> beruht.

##### **II.E Sozialfonds.**

Der Sozialfonds entspricht dem Beitrag zu Lasten der Versorger und wird auf der Grundlage der in Rechnung gestellten Kubikmeter Wasser festgelegt, in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 20. Februar 2003 zur Bildung eines sozialen Wasserfonds in der Wallonischen Region.

##### **III. Nettoergebnis des Wasserverkaufs.**

Das Nettoergebnis des Haushaltsjahres ist der Unterschied zwischen den Wasserverkäufen (Rubrik I) und dem tatsächlichen Gesamtkostenpreis für die Verbraucher (Rubrik II).

##### **IV. Nettoergebnis der den Drittpersonen verrechneten Arbeiten.**

Es handelt sich um die Kosten für die operationellen (technischen) Dienste, die für Drittpersonen ausgeführt werden.

Die entsprechenden Einkommen werden im Hinblick auf diese Lasten in der Form einer Fakturierung an die Drittpersonen anerkannt (z.B. für Anschlusskosten).

##### **V. Nettoergebnis der Tätigkeit "Versorgung".**

Das Nettoergebnis der Tätigkeit "Versorgung" setzt sich aus der Summe des Nettoergebnisses des Wasserverkaufs (Rubrik III) und des Nettoergebnisses der den Drittpersonen in Rechnung gestellten Nettoarbeiten (Rubrik IV) zusammen.

##### **VI. Zusätzliche Information.**

Die Kosten der für Eigenrechnung durchgeführten Arbeiten (auch aktivierte Eigenleistung genannt) werden als zusätzliche Information angegeben. Die aktivierte Eigenleistung enthält die gesamten Arbeiten, die von den Diensten des Versorgers ausgeführt werden.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juli 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2045

[2005/202116]

**14 JULI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende het Waterwetboek, tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op artikel D.228;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2004;

Gelet op het advies van het Comité voor watercontrole van 31 januari 2004;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor water van 28 januari 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 24 januari 2005;

Gelet op het advies van de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer) van 9 februari 2005;

Gelet op het advies van Aquawal van 2 februari 2005;

Gelet op het voorstel van het Directiecomité van de Openbare maatschappij voor waterbeheer van 8 oktober 2004;

Gelet op het beheerscontract gesloten op 29 februari 2000 tussen de Waalse Regering en de Openbare maatschappij voor waterbeheer;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 juni 2005, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** In titel II van deel III van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gecoördineerd op 3 maart 2005, wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd met als opschrift "Gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Waalse Gewest" en met artikelen R. 308*bis* tot R. 308*bis* - 34, luidend als volgt :

**HOOFDSTUK 1*bis*. — Gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Waalse Gewest****Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen**

**Art. R. 308*bis*.** In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- waterwetboek : boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gecoördineerd op 3 maart 2005;
- producent : de houder van één of meer grondwaterwinningen in het Waalse Gewest;
- evaluatieregels : regels die gelden voor de evaluaties van de inventaris, bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet 17 juli 1975 betreffende de boekhouding van de ondernemingen en, onder meer, voor de vorming en de aanpassing van afschrijvingen, waardeverminderingen, voorzieningen voor risico's en kosten evenals voor de herwaarderingen;
- koninklijk besluit van 30 januari 2001 : koninklijk besluit tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen;
- watervoorzieningsnetwerk : geheel van watervoorzieningsinstallaties waarvan de geografische zones met maximum één enkel deelstroomgebied zijn gelijkgesteld;
- omzet : bedrag van de verkopen en de verlening van diensten aan derden, in het kader van de gebruikelijke bedrijfsuitoefening, na aftrek van de commerciële kortingen op de verkopen (teruggaven, reducties en prijsafslagen);
- bedrijfsinvesteringen : vaste activa eigen aan elke activiteit buiten de activa bestemd voor functionele diensten die in het algemeen gemeenschappelijk zijn voor productie- en distributieactiviteiten;
- exploitatiepersoneel : personeel bestemd voor de exploitatie tegenover het personeel van de functionele diensten werkend voor de productie- en distributieactiviteiten;
- gemeentedienst : gemeentedienst verantwoordelijk voor de waterproductie en/of de watervoorziening en met een geïntegreerd beheer in de gemeente;
- nieuwe gemeentelijke comptabiliteit : koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;
- productie-eenheid : geheel van werken die horen bij eenzelfde productiecycclus die, voor eenzelfde grondwaterwinningsgebied, verschillende fasen van de bescherming van de waterwinning, wateraansluitpunten, waterbehandeling, eerste onderdrukzetting, opslagwerken en andere bestanddelen (interne toevoerleidingen, ...) verenigen;
- transportleiding : geheel van werken met toevoerleidingen en andere transportdelen (overdrukstation, watertoren, ...) - inbegrepen de beveiligingselementen van het watervoorzieningsnet.

**Afdeling 2. — Algemene beginselen**

**Art. R. 308*bis* - 1.** Het gestandaardiseerde boekhoudplan van de watersector in het Waalse Gewest beoogt de door waterverdelers en -producenten toepasbare regels vast te stellen, om de reële kostprijs van de distributie (CVD, Franse afkorting) van het water in het Waalse Gewest, zoals bepaald in artikel 228 van het decreet gevende deel te bepalen. Het boekhoudplan is toepasbaar vanaf 1 januari 2006.

**Art. R. 308*bis* - 2.** Dit hoofdstuk omschrijft de toepasbare regels voor de uitwerking van een boekhoudplan "Producent" en van een boekhoudplan "Verdeler" door het geheel van operatoren die een openbare waterproductie- en/of -distributieactiviteit hebben.

**Art. R. 308*bis* - 3.** Het einde van de productieactiviteit wordt vastgesteld plaats op de hoofdmeter van de distributie en valt samen met het begin van het distributienet.

**Art. R. 308bis** - 4. De kosten die gemeen zijn aan de productie en de distributie worden opgedeeld tussen beide activiteiten op basis van een algemene verdeelsleutel bepaald vanaf de volgende gewogen parameters :

- omzet 25 %;
- bedrijfsinvesteringen (in netto-waarde) 15 %;
- door het rechtstreekse bedrijfspersoneel gepresteerde uren 60 %.

*Afdeling 3. — Boekhoudplan van de Watersector "Producent"*

*Onderafdeling 1. — Algemene beginselen*

**Art. R. 308bis** - 5. § 1. - Elke producent in het Waalse Gewest maakt jaarlijks een exploitatierekening per productie-eenheid en per transportleiding op alsook een samenvattende exploitatierekening "Productie" overeenkomstig de voorschriften opgenomen in onderafdelingen 2, 3 en 4 van deze afdeling.

§ 2. - Deze afdeling is niet toepasselijk op de gemeentediensten die optreden als producer binnen een gemeente met uitzondering van de bepalingen bedoeld in afdeling 5 van dit hoofdstuk.

*Onderafdeling 2 — Evaluatieregels*

**Art. R. 308bis** - 6. - De evaluatieregels die het opmaken van het Boekhoudplan "Producent" beheren, vloeien voort uit de uitvoering van de vigerende reglementaire bepalingen en stemmen overeen met de regels bepaald in artikelen R.308bis - 7 tot R.308bis - 9 van deze onderafdeling.

**Art. R. 308bis** - 7. § 1. - De wijze waarop de lichamelijke vaste activa worden geboekt, staat vermeld in bijlage XLIX. a bij het reglementaire deel en stemt overeen met de regels van het vigerende boekhoudrecht.

§ 2. - De aflossingen van de lichamelijke vaste activa moeten systematisch berekend worden op grond van de methodes die door de vennootschap vastgesteld zijn overeenkomstig bijlage XLIX. b bij het reglementaire deel.

§ 3. - De lichamelijke vaste activa worden niet systematisch gerevalueerd. De revaluatie mag enkel worden verricht op grond van de regels van het vigerende boekhoudrecht. Een bijlage wordt jaarlijks ingevuld met het bedrag van de revaluaties, de verantwoording ervan en het effect op de resultatenrekening.

§ 4. - Op 1 januari 2006 zijn de in § 2 van dit artikel vastgestelde nieuwe aflossingsregels van toepassing op de vaste activa die bestaan tijdens de residuaire duur van de aflossing op de bruto activawaarde zoals vastgesteld op 31 december 2005.

**Art. R. 308bis** - 8. - In de gevallen waar een operator door zijn eigen personeel werken laat uitvoeren die tot de vaste productie behoren, wordt het bedrag van de rechtstreekse kosten verhoogd met een aandeel ter dekking van onrechtstreekse kosten, die bestaan uit studie-, coördinerings- en toezichtskosten. Die kosten worden toegerekend op grond van de werkelijke prestaties van het studiebureau; ze worden verdeeld door toevoeging van een forfaitaire percentage van het bedrag van de inschrijvingen (studie 7,5 %) en/of van de verwezenlijkingen (coördinatie 2 % en toezicht 5,5 %). De toepassing van die tweede methode vereist dat de operator kan bewijzen dat het totaal van de standaardkosten niet aanzienlijk afwijkt van het totaalbedrag van de werkelijke kosten. Die kosten worden geactiveerd en afgelost volgens dezelfde regels als de hoofdinvestering.

**Art. R. 308bis** - 9. - De gedeeltelijke of totale tegemoetkoming van de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) in het kader van de bescherming van de winningen die betrekking heeft op de verwerving van lichamelijke vaste activa, wordt door de producent geboekt in een gepaste rekening van klasse 15 "Tegemoetkoming "Société publique de Gestion de l'Eau" - bescherming van winningen" genoemd. Indien toepasselijk wordt die tegemoetkoming afgelost op hetzelfde ritme als de overeenstemmende vaste activa.

*Onderafdeling 3. — Analytische exploitatierekening van een productie-eenheid en van een transportleiding*

**Art. R. 308bis** -10. - De analytische exploitatierekening van een productie-eenheid en van een transportleiding wordt vastgesteld door de producent overeenkomstig het in artikel R.308bis - 12 bedoelde schema. De inhoud van de posten van de exploitatierekening wordt nader bepaald in bijlage L bij het reglementaire deel.

**Art. R. 308bis** - 11. - De verdeelsleutel van de gemeenschappelijke kosten voor de productie-eenheden/transportleidingen is gebaseerd op de rechtstreekse kost van de productie-eenheden/transportleidingen.

**Art. R. 308bis** - 12. - Schema van de analytische exploitatierekening van een productie-eenheid en van een transportleiding :

<b>Rubrieken van de exploitatierekening</b>		
<b>1</b>		<b>Technische prestaties (verdeeld in) :</b>
	1	Personeel
	2	Reizen
	3	Gebruikte materialen
	4	Gebruik van bouwkundemachines
	5	Andere (facturen van derden)
<b>2</b>		<b>Aankoop van ruw water</b>
<b>3</b>		<b>Aandrijvingskracht</b>
<b>4</b>		<b>Reagentia en Slib</b>
	1	Reagentia
	2	Slib



<b>Rubrieken van de exploitatierekening</b>		
<b>5</b>		<b>Overige rechtstreekse kosten</b>
	1	Specifieke gebouwkosten
	2	Andere (facturen van derden)
<b>6</b>		<b>Rechtstreekse aflossingen van bedrijfsinstallaties</b>
<b>7</b>		<b>Kosten van de beschermingsdienst</b>
<b>8</b>		<b>Telebeheer</b>
<b>9</b>		<b>Laboratoriumkosten</b>
<b>10</b>		<b>Structuurkosten (verdeeld in) :</b>
	1	Directie
	2	Bestuur
	3	Juridische dienst
	4	Klanten- en invorderingsdienst
	5	Studies/tekeningen
	6	Informaticadienst
	7	Algemene administratieve kosten
	8	Andere (nader te bepalen)
<b>11</b>		<b>Financiële lasten</b>
<b>12</b>		<b>Uitzonderlijke voorzieningen en lasten</b>
	1	Dotaties en terugnemingen van voorzieningen
	2	Uitzonderlijke lasten
<b>13</b>		<b>Kostenaanpassingen (+/-)</b>
<b>14</b>		<b>REELE KOSTPRIJS VAN DE PRODUCTIE-EENHEID TRANSPORTLEIDING (afdelingen 1 tot 13)</b>

Onderafdeling 4. — *Samenvattende exploitatierekening "Productie"*

**Art. R. 308bis** - 13. - De samenvattende exploitatierekening "Productie" wordt opgemaakt door de producent overeenkomstig het in artikel R. 308bis - 14 bedoelde schema. De inhoud van de posten van de samenvattende exploitatierekening "Productie" wordt nader bepaald in bijlage LI bij het reglementaire deel.

**Art. R. 308bis** -14. - Schema van de samenvattende exploitatierekening "Productie" :

<b>I. Waterverkoop door de Productie</b>	
<b>II.A Reële kostprijs van de Productie-eenheden</b>	
Eenheid XXX	
Eenheid UUU	
Eenheid YYY	
Totaal	
<b>II.B Reële kostprijs van de Transportleidingen</b>	
Leiding AAA	
Leiding BBB	
Leiding CCC	
Totaal	
<b>II.C Aankoop van verwerkt Water</b>	
<b>II. Totale reële kostprijs van de Waterproductie ( II.A + II.B + II.C)</b>	
<b>III. Netto resultaat van de Waterverkoop (I-II)</b>	

IV. Netto resultaat op de aan derden gefactureerde netto werken Werken ten laste van derden Aan derden gefactureerde bedragen (-) Overige kosten niet rechtstreeks verbonden met de reële productiekosten Overige diverse ontvangsten (-) <p style="text-align: right;">Totaal</p>
V. Netto resultaat van de "Productieactiviteit" (III + IV)

*Afdeling 4. — Boekhoudplan van de Watersector "Verdeler"*

*Onderafdeling 1. — Algemene beginselen*

**Art. R. 308bis** - 15. § 1. - Elke verdeler in het Waalse Gewest maakt jaarlijks een exploitatierekening per distributienet op alsook een samenvattende exploitatierekening van de "Distributie" overeenkomstig de voorschriften opgenomen in onderafdelingen 2, 3 en 4 van deze afdeling.

§ 2. - Deze afdeling is niet toepasselijk op de gemeentediensten die optreden als verdeler binnen een gemeente met uitzondering van de bepalingen bedoeld in afdeling 5 van dit hoofdstuk.

**Art. R. 308bis** - 16. - Wanneer een distributienet samenvalt met een gemeente en gelegen is op twee deelstroomgebieden of meer, wordt de verdeler ertoe gemachtigd om de reële distributiekosten te berekenen voor het gehele net en die daarna per deelstroomgebied te verdelen op grond van een sleutel die in gelijke mate gewogen is tussen het aantal aansluitingen en het in elk deelstroomgebied gefactureerde verbruik.

*Onderafdeling 2. — Evaluatieregels*

**Art. R. 308bis** - 17. - De evaluatieregels die het opmaken van het Boekhoudplan "Verdeler" beheren, vloeien voort uit de toepassing van de vigerende reglementaire bepalingen en stemmen overeen met de regels bepaald in artikelen R. 308bis - 18 tot R. 308bis - 20 van deze onderafdeling.

**Art. R. 308bis** - 18. § 1. - De boekingswijze van de lichamelijke vaste activa staat vermeld in bijlage LII.a bij het reglementaire deel en stemt overeen met de voorschriften van het vigerende boekhoudrecht.

§ 2. - De aflossingen van de lichamelijke vaste activa worden systematisch gevormd op grond van de methodes die door de vennootschap vastgesteld zijn overeenkomstig bijlage LII.b bij het reglementaire deel.

§ 3. - §§ 3 en 4 van artikel R. 308bis - 7 van het reglementaire deel zijn toepasselijk op de verdelers die onderworpen zijn aan de bepalingen van deze afdeling.

**Art. R. 308bis** - 19. - artikel R. 308bis - 8 van het reglementaire deel is toepasselijk op de verdelers die onderworpen zijn aan de bepalingen van deze afdeling.

**Art. R. 308bis** - 20. - Dubieuze vorderingen worden geïsoleerd van andere commerciële vorderingen op één jaar of meer en maken het voorwerp uit van een waardevermindering berekend op forfaitaire basis volgens de anterioriteit van de openstaande vorderingen :

- na één jaar 30 %;
- na twee jaar 75 %;
- na drie jaar 100 %.

De voorziening wordt berekend buiten belasting van het Waalse Gewest en BTW niet inbegrepen. De eerste waardeverminderingsschijf wordt enkel toegepast voor huishoudelijke afnemers na beslissing van het O.C.M.W. om geen beroep te doen op het Sociaal Waterfonds, namelijk na ongeveer 120 dagen.

**Art. R. 308bis** - 21. - Voorzieningen voor bijzondere risico's en lasten kunnen o.a. worden opgericht om zich te beveiligen tegen risico's verbonden met slechte weersomstandigheden (bevriezing van leidingen, ...). In dit geval wordt de valorisatie geraamd op grond van statistieken volgens de frequentie en het belang van de aangebrachte schade.

*Onderafdeling 3. — Analytische exploitatierekening van een distributienet*

**Art. R. 308bis** - 22. - De analytische exploitatierekening van een distributienet wordt opgemaakt overeenkomstig het schema bedoeld in artikel R.308bis - 24 van deze onderafdeling. De inhoud van de posten van de exploitatierekening wordt omschreven in bijlage LIII bij het reglementaire deel.

**Art. R. 308bis** - 23. - De sleutel om de gemeenschappelijke kosten te verdelen tussen de distributienetten is gebaseerd op het aantal aansluitingen.

**Art. R. 308bis** - 24. - Schema van de analytische exploitatierekening van een distributienet :

<b>Rubrieken van de exploitatierekening</b>		
<b>1</b>		<b>Technische prestaties - onderhoud (verdeeld in) :</b>
	1	Personeel
	2	Reizen
	3	Gebruikte materialen
	4	Gebruik van bouwkundemachines
	5	Andere (facturen van derden)
<b>2</b>		<b>Opmetingskosten (verdeeld in) :</b>
	1	Personeel
	2	Reizen
	3	Informaticakosten
	4	Andere (facturen van derden)

		<b>Rubrieken van de exploitatierekening</b>
<b>1</b>		<b>Technische prestaties - onderhoud (verdeeld in) :</b>
<b>3</b>		<b>Aankoop van ruw water (buiten sanering)</b>
<b>4</b>		<b>Overige rechtstreekse kosten (verdeeld in) :</b>
	1	Voor dit distributienet specifiek bestemde bouwkosten
	2	Andere (facturen van derden)
<b>5</b>		<b>Aflossingen van bedrijfsinstallaties</b>
<b>6</b>		<b>Heffing en/of vergoeding wegens publiek gebruik</b>
<b>7</b>		<b>Structuurkosten (verdeeld in) :</b>
	1	Directie
	2	Bestuur
	3	Juridische dienst
	4	Klanten- en invorderingsdienst
	5	Studies/tekeningen
	6	Informaticadienst
	7	Algemene administratieve kosten
	8	Andere (nader te bepalen)
<b>8</b>		<b>Financiële lasten</b>
<b>9</b>		<b>Waardeverminderingen &amp; minderwaarden, voorzieningen, uitzonderlijke lasten</b>
	1	Waardeverminderingen & minderwaarden
	2	Voorzieningen
	3	Uitzonderlijke lasten
<b>10</b>		<b>Kostenaanpassingen (+/-)</b>
<b>11</b>		<b>REELE KOSTPRIJS VAN HET DISTRIBUTIENET (afdelingen 1 tot 10)</b>

Onderafdeling 4. — *Samenvattende exploitatierekening "Distributie"*

**Art. R. 308bis - 25.** - De samenvattende exploitatierekening "Distributie" wordt opgemaakt door de verdeler overeenkomstig het schema bedoeld in artikel R. 308bis - 26 van deze afdeling. De inhoud van de posten van de samenvattende exploitatierekening "Distributie" wordt omschreven in bijlage LIV bij het reglementaire deel.

**Art. R. 308bis - 26.** - Schema van de samenvattende exploitatierekening "Distributie" :

I. Waterverkoop door de distributie
II.A Reële kostprijs van de Distributie-eenheden Distributienet... Distributienet... Distributienet...
Totaal
II.B Andere lasten opgenomen in de waterverkoopprijs II.C Totale reële kostprijs Distributie ( II.A+II.B) II.D Totale reële kostprijs Sanering
II.E Sociaal Fonds
II. Totale reële kostprijs voor verbruikers (II.C + II.D + II.E)
III. Netto resultaat van de waterverkoop (I-II)

IV. Netto resultaat op de aan derden gefactureerde netto werken Werken ten laste van derden Aan derden gefactureerde bedragen (-) Overige kosten niet rechtstreeks verbonden met de reële distributiekost Overige diverse ontvangsten (-) <p style="text-align: right;">Totaal</p>
V. Netto resultaat van de "Distributieactiviteit" ( III + IV )

*Afdeling 5. — Boekhoudplan van de Watersector "Gemeentedienst"*

*Onderafdeling 1. — Algemene beginselen.*

**Art. R. 308bis** - 27. § 1. - Deze afdeling bepaalt de regels inzake het boekhoudplan in de watersector die toepasselijk zijn op de producent of op de verdeler die de vorm aanneemt van een gemeentedienst.

§ 2. - de in onderafdeling 2 bepaalde evaluatieregels zijn toepasselijk op de producenten en verdelers die onderworpen zijn aan de voorschriften van deze afdeling.

*Onderafdeling 2. — Evaluatieregels*

**Art. R. 308bis** - 28. - De bron van de boekhoudkundige informatie is de rekening van de gewone dienst voor het eigen boekjaar behalve als het boeken op die basis geen betrouwbaar beeld vertoont van de rekeningen van de gemeentedienst. In dit laatste geval en alleen als het relevant is, wordt de boekhoudkundige informatie herverwerkt met het oog op de opname van de uitgaven die verbonden zijn met de geleverde goederen of met de verleende diensten maar die het voorwerp niet hebben uitgemaakt van een aanrekening ofwel van de verworven inkomsten die het voorwerp van vastgestelde rechten nog niet hebben uitgemaakt.

**Art. R. 308bis** - 29. § 1. - Rekening houdend met hun relatieve belang worden de kosten van klein materiaal geboekt als uitgaven (aanrekeningen) en zijn niet onderworpen aan een herverwerking van de inventaris aan het einde van het jaar.

§ 2. - Rekening houdend met hun relatieve belang blijven de revalorisatieregels voor vaste activa die toepasselijk zijn op de plaatselijke besturen, van toepassing op de gemeentedienst.

§ 3. - De toepasselijke aflossingspercentages zijn bepaald in de nieuwe gemeentelijke boekhouding.

§ 4. - Rekening houdend met hun relatieve belang boekt de gemeentedienst geen waardevermindering op dubieuze vorderingen maar erkent het verlies van een vordering op het ogenblik van het boeken van een oninbare schuld.

§ 5. - De gemeente stelt procedures vast met het oog op een interne facturering van de door andere diensten verrichte werken die gebaseerd is op de uitgevoerde prestaties en de verbruiken.

§ 6. - Rekening houdend met hun relatieve belang en vanwege de uitvoering van het Waterwetboek waarin de verplichting van een driemaandelijkse voorschotfactuur is voorzien, wordt door de gemeentedienst geen aanpassing betreffende de aan het einde van het jaar op te maken verkoopfacturen geboekt.

*Onderafdeling 3. — Exploitatiereningen "Producent - gemeentedienst"*

**Art. R. 308bis** - 30. § 1. - Elke producent in het Waalse Gewest onderworpen aan de voorschriften van deze afdeling maakt jaarlijks een gemeenschappelijke exploitatierkening op voor de productie-eenhe(i)d(en) en voor de transportleiding(en) alsook een samenvattende exploitatierkening "Productie" overeenkomstig de bepalingen van de onderafdelingen 3 en 4 van afdeling 3 en haar bijlagen.

§ 2. - Wegens hun eigen kenmerken worden de structuurkosten van de gemeentediensten - samengesteld uit een aandeel personeelskosten (ontvanger, secretaris en andere), kosten van de gemeentelijke verkozenen en diverse kosten (lokale, ...) - geïsoleerd in de rekening van de gewone dienst voor het eigen boekjaar en toegekend aan de gemeentedienst naar rata van de rechtstreekse personeelskosten.

*Onderafdeling 4. — Exploitatiereningen "Verdeler - gemeentedienst"*

**Art. R. 308bis** - 31. § 1. - Elke verdeler in het Waalse Gewest onderworpen aan de voorschriften van deze afdeling maakt jaarlijks een exploitatierkening op voor het distributienet alsook een samenvattende exploitatierkening "Distributie" overeenkomstig de bepalingen van onderafdelingen 3 en 4 van afdeling 4 en haar bijlagen.

§ 2. - Artikel R. 308bis - 30 § 2 is toepasselijk op de verdelers die onderworpen zijn aan de bepalingen van deze afdeling.

**Art. R. 308bis** - 32. - Indien een gemeentedienst optreedt op twee deelstroomgebieden, zijn de in artikel R. 308bis -16 van het reglementaire deel bedoelde modaliteiten van toepassing.

*Afdeling 6. — Uitvoering, bekendmaking en voorlichting*

**Art. R. 308bis** - 33. - Een adviescomité waarvan de samenstelling vastgesteld is door de Minister bevoegd voor Water, wordt opgericht met het oog op de begeleiding van het uitvoeringsproces en de toepassing van het gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Waalse Gewest.

**Art. R. 308bis** - 34. - Elk jaar leggen de aan de bepalingen van dit hoofdstuk onderworpen operatoren de samenvattende exploitatiereningen "productie" en "distributie" neer uiterlijk 30 juni van het volgende jaar bij het secretariaat van het Comité voor watercontrole volgens de in artikelen R. 308bis - 14 en R. 308bis - 26 bedoelde schema's.

Daarna moet het geheel of gedeelte van de analytische exploitatiereningen van de productie-eenheden, transportleidingen en distributienetten op verzoek van het Comité voor watercontrole binnen vijftien dagen neergelegd worden bij genoemd Comité.

De modaliteiten voor de overdracht van die informatie worden vastgesteld door de Minister bevoegd voor Water op voorstel van het Comité.

Zonodig worden de vorm en de wijze waarop die informatie wordt voorgelegd, nader bepaald door de Minister bevoegd voor Water op voorstel van het Comité.

Om het Comité voor watercontrole in staat te stellen zijn opdrachten uit te voeren zoals die bepaald zijn in het Waterwetboek, met name in artikelen D.4, R. 18 tot R. 20, R. 30 en R. 031 en om de exploitatiereningen van de operatoren te evalueren in verhouding tot hun prestaties en tot het niveau van hun distributiedienst, kan op voorstel van het Comité de Minister bevoegd voor Water de door de operatoren te bezorgen elementen alsook de modaliteiten voor de overdracht daarvan vaststellen.

**Art. 2.** In het reglementaire deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt worden bijlagen XLIX tot LIV ingevoegd, luidend als volgt :

BIJLAGE XLIX : Lichamelijke vaste activa (productie)

XLIX.a. Rangschikking in algemene boekhouding.

Klasse 22 :

- Terreinen.
- Gebouwen (Duurzame gebouwen (volgens bouwtype) - Lichte gebouwen, schuilplaatsen, ...).
- Bebouwde terreinen.
- Andere zakelijke rechten op onroerende goederen.
- Technische burgerlijke bouwkunde : werken voor winning, vervoer en verwerking van drinkbaar water.

Klasse 23 :

- Installaties, machines en gereedschappen, toevoerleidingen.
- Elektromechanische installaties : installaties voor verwerking van drinkbaar water (behalve burgerlijke bouwkunde en regulering), pompen, elektromechanische apparaten,...
- Reguleringsorganen (elektronisch, sensoren,...).

Klasse 24 :

- Meubilair en rollend materieel;
- Technisch meubilair (laboratoriumapparaten, ...) en technisch materiaal (machines voor openbare werken, ...).

Klasse 25 :

- Terreinen en bouwwerken in leasing.
- Installaties, machines en gereedschappen in leasing.
- Meubilair en rollend materieel in leasing.
- Technische burgerlijke bouwkunde in leasing : werken voor winning, vervoer, verwerking van drinkbaar water, toevoerleidingen/
- Elektromechanische installaties in leasing : installaties voor verwerking van drinkbaar water (behalve burgerlijke bouwkunde en regulering), pompen, elektromechanische apparaten,...
- Reguleringsorganen in leasing (elektronisch, sensoren,...).
- Technisch meubilair (laboratoriumapparaten, ...) en technisch materieel (machines voor openbare werken, ...) in leasing.

Klasse 26 :

- Andere lichamelijke vaste activa.

Alle vaste activa worden voorzien van een enig nummer en zijn verbonden met een productie-eenheid (met de waterwinning, verwerking, onderdrukzetting, tank, ...) of met een transportleiding (met de toevoerleidingen, feeder, knooppunt, tank en heffingseenheid, ...).

BIJLAGE XLIX.b. : Aflossingsregels

	Min.	Max.
Burgerlijke bouwwerken voor winning en verwerking van drinkbaar water	20	40
Toevoerleidingen	30	50
Meters	8	8
Installaties voor verwerking van drinkbaar water (behalve burgerlijke bouwkunde en regulering)	10	15
Grote elektrische installaties, elektromechanische apparaten, verwarmings- en verluchttingsinstallaties en diverse apparaten	10	15
Pompen en kleine elektrische installaties	5	10
Reguleringsorganen (elektronisch, sensors, telebeheer...)	4	8
Duurzame gebouwen (volgens bouwtype)	20	50
Lichte gebouwen, schuilplaatsen, ...	10	15
Inrichting van gebouwen	10	20
Kantoormeubilair	10	15
Laboratoriumapparaten, kantoormaterieel (behalve informatica), gereedschappen, ...	5	10
Informaticamaterieel	2	5
Machines voor openbare werken, voertuigen, ...	4	10
Elektrische installaties	10	10
Telefonische installaties	5	10

BIJLAGE L : Definitie van de rubrieken van de analytische exploitatierekening van een productie-eenheid en van een transportleiding

De kosten van de productieactiviteit (klein materiaal, diverse goederen en diensten, personeel, aflossing, voorschot en waardevermindering, uitzonderlijke kosten, ...) worden toegerekend op de verschillende eind- of tussenkostensoorten.

De kosten worden berekend in netto waarde, d.w.z. na aftrek van de eventuele herfactureringen.

Er zijn 13 eindkostensoorten die verdeeld zijn als volgt :

1. Technische prestaties.
2. Aankoop van ruw water.
3. Aandrijvingskracht.
4. Reagentia en slib.
5. Overige rechtstreekse kosten.
6. Aflossingen van bedrijfsinstallaties.
7. Kost van de beschermingsdienst.
8. Telebeheer.
9. Laboratoriumkosten.
10. Structuurkosten.
11. Financiële lasten.
12. Uitzonderlijke voorzieningen en lasten.
13. Kostenaanpassingen.

De tussenkostensoorten zijn samengesteld uit :

- Algemene technische kosten.
- Winkelkosten.
- Garagekosten.
- Administratieve lokaalkosten.
- Andere (nader te bepalen).

De tussenkosten worden verdeeld op één of meerdere eindkostensoorten door de toepassing van een dekking op rechtstreekse kosten. De garagekosten (lokalen, uitrusting, personeel, ...) worden bv. verdeeld op de reiskosten van de eindkostensoorten "technische prestaties" door de werkelijke of standaardkosten van de afgelegde kms voor een bepaalde categorie bedrijfsvoertuig (vb : categorie vrachtwagen) te verhogen met een quotiteit.

#### **I. EINDKOSTENSOORTEN (afdelingen 1 tot 13).**

1. Technische prestaties.

Zij bestaan uit de volgende taken :

- Werking van de installaties
- Controle op de installaties
- Herstel van de installaties

Die werken worden uitgevoerd door eigen personeel of worden onderaanbesteed. In het eerste geval staan de werken vermeld op een werkbou die de personeelsprestaties bevat alsook de reizen, de gebruikte materialen, de gebruiksduur van bouwkundemachines en eventueel overige kosten. In het tweede geval wordt het geheel van de kosten gefactureerd door de onderaanbesteder.

De personeelskosten betreffende de technische prestaties worden berekend op grond van rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten) verhoogd met een aandeel ter dekking van algemene technische kosten.

De reiskosten betreffen de bedrijfsvoertuigen (vracht- en bestelwagens) en bevatten de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (aflossing, financiële lasten, leasing, onderhoud, herstellen, brandstof, verzekeringen, ...) verhoogd met een aandeel ter dekking van garagekosten.

De kosten van de gebruikte materialen bestaan uit de aankoopkost (tegen de gewogen gemiddelde prijs of volgens de FIFO-methode) van de geplaatste onderdelen, verhoogd met een aandeel ter dekking van winkelkosten.

De gebruikskosten van bouwkundemachines worden gevaloriseerd op grond van een uurkost per bouwkundemachine berekend door een quotiteit ter dekking van garagekosten op te nemen in de rechtstreekse kosten.

De overige kosten betreffen prestaties door derden, het huren van machines of andere en worden geboekt op grond van de nominale waarde van de facturen.

2. Aankoop van ruw water.

Ruw water is het water bestemd om te worden verwerkt in de installatie van een productie-eenheid.

De aankopen van verwerkt water staan apart vermeld in de samenvattende exploitatierekening van de productieactiviteit. Alle aankopen van verwerkt water transiteren via de exploitatierekening "Productie".

Aankopen van ruw water worden gevaloriseerd tegen de aankoopprijs.

3. Aandrijvingskracht.

De kosten verbonden met de aandrijvingskracht betreffen voornamelijk de elektriciteitskosten en de belastingen verbonden met de werken.

De kosten stemmen in het algemeen overeen met de nominale waarde van de facturen of van de borderellen.

4. Reagentia en slib.

De reagentiakosten betreffen de kosten van de in de bedrijfsinstallaties verbruikte reagentia. De aankopen worden rechtstreeks toegerekend op het werk op grond van de factuur of de verbruiken worden verdeeld tussen de werken en gevaloriseerd tegen de gewogen gemiddelde prijs of volgens de FIFO-methode.

5. Overige rechtstreekse kosten.

Ze bevatten met name de werkingskosten van de gebouwen en werken eigen aan de productieactiviteit alsook overige rechtstreekse kosten.

De werkingskosten van de gebouwen en werken eigen aan de productieactiviteit bevatten :

- de werkingskosten van de eigenlijke gebouwen en werken, namelijk de onderhouds- en verzorgingskosten met inbegrip van de onmiddellijke omgeving, de elektriciteits-, verwarmings-, gas- en verzekeringskosten alsook de aflossingslasten,...

- de kosten van de voor de gebouwen en werken aangestelde personeelsleden die geen technische prestaties verrichten worden vastgesteld op grond van de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten).

De overige kosten hangen af van elke operator en moeten geval per geval worden vastgesteld. De interne kosten worden vastgesteld door toepassing van de zogenaamde volledige kostenberekening. De externe kosten stemmen in het algemeen overeen met de nominale waarde van de facturen.

#### 6. Aflossingen van bedrijfsinstallaties.

De bedrijfsinstallaties betreffen de werken (winningseenheid, verwerkingseenheid, watertoren, ...), de toevoerleidingen (leidingen, afsluiters, aansluitingen), de meters, ...)

De aflossingslasten volgen de in het gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector vastgestelde evaluatieregels.

#### 7. Kost van de beschermingsdienst.

Wat betreft de operatoren die het beschermingscontract hebben afgesloten met de "S.P.G.E." (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), valt de bescherming van de winningen onder de verantwoordelijkheid van de "S.P.G.E.", die de dienst factureert aan de producenten op grond van een bedrag per voortgebrachte m<sup>3</sup>.

De last stemt overeen met de nominale waarde van de facturen van de "S.P.G.E." voor die dienst.

#### 8. Telebeheer.

De telebeheerskosten worden toegerekend op een kostensoort en bevatten :

- De kosten verbonden met specifiek informaticamateriaal (hardware en software) die aflossingen, onderhoudskosten, ...bevatten.-
- De rechtstreekse werkelijke of standaardkosten van de voor die dienst aangestelde personeelsleden (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten) verhoogd met een aandeel ter dekking van lokaalkosten.

• De reiskosten die de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten bevatten (aflossing, financiële lasten, leasing, onderhoud, herstellen, brandstof, verzekeringen, ...) verhoogd met een aandeel ter dekking van garagekosten;

• De overige aankopen (klein materiaal, ...) die gevaloriseerd zijn op grond van de nominale waarde van de factuur of op grond van de verbruiken gevaloriseerd tegen de gewogen gemiddelde prijs of volgens de FIFO-methode;

- Overige kosten (nader te bepalen)

#### 9. Laboratoriumkosten.

De activiteit is hetzij intern hetzij onderaanbesteed. In het eerste geval worden de kosten berekend op grond van een volledige kost; in het tweede geval bestaan de kosten uit laboratoriumfacturen.

De laboratoriumkosten worden toegerekend op een kostensoort; dit betreft :

• De rechtstreekse werkelijke of standaardkosten van het laboratoriumpersoneel (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten) verhoogd met een aandeel ter dekking van lokaalkosten;

- De kosten verbonden met specifiek materiaal en uitrusting met inbegrip van aflossingen, onderhoudskosten, ...
- De overige aankopen (klein materiaal, ...) die gevaloriseerd zijn op grond van de nominale waarde van de factuur of op grond van de verbruiken gevaloriseerd tegen de gewogen gemiddelde prijs of volgens de FIFO-methode;
- Overige kosten (nader te bepalen)

#### 10. Structuurkosten.

Die kosten zijn in het algemeen gemeenschappelijk aan de productie- en distributieactiviteiten. Ze bevatten de kosten van verschillende functionele diensten die niet rechtstreeks worden toegerekend via de kosten van technische prestaties of meteropmetingen. De algemene administratieve kosten alsook de overige kosten worden ook opgenomen.

De kosten van de functionele diensten hebben betrekking op de kosten van de Directie (Directoraat-generaal, andere Directies, Secretaris-generaal, beheersorganen, ...), het bestuur (boekhouding, HR, administratieve diensten, andere, ...), de juridische dienst, de klanten- en invorderingsdienst (facturering, geschillen, ombudsman), de dienst studies en tekeningen, de informaticadienst. De kosten worden bepaald volgens de volledige kostenberekening, d.w.z. dat ze het volgende opnemen :

- De rechtstreekse kosten van het dienstpersoneel (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten);
- De overige rechtstreekse kosten van de dienst (aankopen, verbruiken, erelonen, ...);
- Een aandeel van de gebouwkosten gegrond op het werkelijk gebruik.

De kosten zijn vrij van de bedragen die aan andere diensten gefactureerd zijn of die toegerekend zijn op de technische prestaties.

De administratieve algemene kosten bevatten de overige kosten die niet opgenomen zijn in de bovenvermelde functionele afdelingen en die verbonden zijn met het economaat, het meubilair, het kantoomaterieel, de documentatie (niet eigen aan een dienst), ...

In de overige kosten worden o.a. opgenomen de voorzieningen voor risico's en lasten, de financiële lasten alsook de uitzonderlijke lasten niet rechtstreeks verbonden met de productieactiviteit alsook (nader te bepalen) andere kosten dan die welke verbonden zijn met de functionele diensten of met de algemene administratieve kosten.

#### 11. Financiële lasten.

De financiële lasten verbonden met de leningen aangegaan voor de aanwerving van werken van een productie-eenheid of van een transportleiding staan apart vermeld onder deze rubriek.

De financiële lasten worden toegerekend op grond van de werkelijk gedragen kosten.

#### 12. Voorzieningen voor risico's en lasten & uitzonderlijke lasten.

De dotaties en terugnemingen van voorschotten alsook de uitzonderlijke lasten worden geboekt in overeenstemming met de regels van het boekhoudkundig recht.

De dotaties en terugnemingen van voorzieningen voor risico's en lasten alsook de uitzonderlijke lasten worden opgenomen onder deze rubriek voor zover ze eigen zijn aan de productieactiviteit. Zoals hierboven vermeld worden de dotaties/terugnemingen en andere niet-specifieke lasten opgenomen onder de structuurkosten.

## 13. Kostenaanpassingen.

Onder de rubriek "Kostenaanpassingen" worden o.a. opgenomen :

- de door derden gedragen kosten voor rekening van de productieoperator maar die niet gefactureerd zijn;
- de verschillen tussen werkelijke kost en standaardkost indien die verschillen niet toegerekend zijn op de overeenstemmende afdelingen

**II. TUSSENKOSTENSOORTEN.**

## a. Algemene technische kosten.

Die kosten betreffen :

- de aankoop van klein materiaal, ijzerwaren, klein gereedschap, verkeerstekens, ...
- de kost (gevaloriseerd volgens de volledige kostenberekening : aflossing, onderhoud, verzekeringen, onderhoudspersoneel en -lokalen,...) van het zware bedrijfsmateriaal zoals kranen, compressoren, ...

## • Andere

Ze worden onrechtstreeks toegerekend via een bijkomend kostenaandeel dat het standaarduurpercentage van de arbeidskosten belast.

## b. Winkelkosten.

De kosten bevatten :

- Personeelskosten
- Voertuigkosten
- Gebouwkosten
- Aflossingen van uitrustingen
- Verbruik
- Andere

Ze worden onrechtstreeks toegerekend via een bijkomend kostenaandeel dat de rechtstreekse materiaalkosten belast.

## c. Garagekosten.

In de garagekosten wordt het volgende opgenomen :

- Personeelskosten
- Voertuigkosten
- Gebouwkosten
- Aflossingen van uitrustingen
- Verbruik
- Andere

Ze worden onrechtstreeks toegerekend via een bijkomend kostenaandeel (reizen of bouwkundemachines) dat de rechtstreekse kosten van de voertuigen of machines belast.

## d. Kosten Administratieve lokalen.

Ze bestaan uit :

- Aflossingen van het of de gebouwen en inrichtingswerken
- Onderhoud
- Herstellen
- Kosten van het onderhoudspersoneel
- Klein materiaal
- Andere

Ze worden toegerekend op de verschillende functionele diensten op grond van de gebruikte oppervlakten.

## e. Andere.

De aard en de toerekeningswijze van die kosten worden nader bepaald.

**BIJLAGE LI : Definitie van de rubrieken van de samenvattende exploitatierekening van de producent in het Waalse Gewest**

Door de samenvattende exploitatierekening kunnen voor een gegeven producent de reële kostprijs van de waterproductie alsook het netto resultaat van de waterverkoop en van de "Productieactiviteit" worden berekend.

Elke rubriek wordt kort uitgelegd.

**I. Waterverkoop.**

De omzet van de producent betreffende de waterverkoop wordt vermeld en berekend volgens de gebruikelijke boekhoudkundige regels van bedrijven.

**II. Totale reële kostprijs van de productie.**

De totale reële kostprijs van de productie bestaat uit de som van de reële kostprijs van de productie-eenheden, de reële kostprijs van de transportleidingen en de aankopen van verwerkt water.

## II.A Productie-eenheden.

De reële kostprijs van het geheel van de productie-eenheden voor het boekjaar wordt vermeld.

## II.B Transportleidingen.

Deze rubriek bestaat uit de reële kostprijs van het geheel van de transportleidingen voor het boekjaar.

## II.C Aankoop van verwerkt water.

Deze rubriek bestaat uit de kosten van de aankopen van verwerkt water voor het verbruik van het boekjaar.

**III. Netto resultaat van de waterverkoop.**

Het netto resultaat van het boekjaar is het verschil tussen de waterverkoop (rubriek I) en de totale reële kostprijs van de waterproductie (rubriek II).

**IV. Netto resultaat van de aan derden gefactureerde werken.**

Het gaat om de kosten van de (technische) operationele diensten voor rekening en ten laste van derden.



De kosten van de werken die ten laste worden genomen door de producent, staan vermeld in deze afdeling.

De overeenstemmende inkomsten staan vermeld tegenover die lasten in de vorm van een facturering aan derden.

**V. Netto resultaat van de "Productieactiviteit".**

Het netto resultaat van de "Productieactiviteit" bestaat uit de som van het nettoresultaat van de waterverkoop (rubriek III) en van het nettoresultaat van de aan derden gefactureerde netto werken (rubriek IV).

**VI. Aanvullende informatie.**

De kost van de vaste productie wordt vermeld bij wijze van aanvullende informatie. De vaste productie bevat het geheel van de door de diensten van de producent uitgevoerde werken.

BIJLAGE LII : Lichamelijke vaste activa (distributie)

LII.a. Rangschikking in algemene boekhouding.

22 Terreinen :

- Gebouwen (Duurzame gebouwen (volgens bouwtype) - Lichte gebouwen, schuilplaatsen, ...).
- Bebouwde terreinen.
- Andere zakelijke rechten op onroerende goederen.
- Technische burgerlijke bouwkunde : werken voor de distributie.

23 Installaties, machines en gereedschappen :

- het leidingsnet, aansluitingen, ...
- Elektromechanische installaties : Pompen, elektromechanische apparaten, ...
- Elektromechanische installaties : Pompen, elektromechanische apparaten, ...
- Reguleringsorganen (elektronisch, sensors,...).
- Meters.

24 Meubilair en rollend materieel :

- Technisch meubilair (laboratoriumapparaten, ...).
- technisch materieel (machines voor openbare werken, ...).

25 Terreinen en bouwwerken in leasing :

- Installaties, machines en gereedschappen in leasing.
- Meubilair en rollend materieel in leasing.
- Technische burgerlijke bouwkunde in leasing : werken voor de distributie, het leidingsnet, aansluitingen, ...
- Elektromechanische installaties in leasing : Pompen, elektromechanische apparaten, ...
- Reguleringsorganen in leasing (elektronisch, sensors,...).
- Meters.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparaten, ...) en technisch materiaal (machines voor openbare werken, ...) in leasing.

26 Andere lichamelijke vaste activa :

Alle vaste activa zijn bestemd voor een deelstroomgebied of een tussenkostensoort die het voorwerp uitmaakt van een verdeling of allocatie.

BIJLAGE LII.b. : Aflossingsregels

	Min.	Max.
Kathodische leidingen en bescherming (bijzondere stations) Rekbaar gietijzer PVC .....	30	50
Aansluitingen	20	30
Eigen meters	8	16
Hoofdmeters	8	8
Pompen en kleine elektrische installaties	5	10
Grote elektrische installaties (borden, ...), elektromechanische apparaten, verwarmings- en verluchttingsinstallaties	10	15
Reguleringsorganen (elektronisch, sensors, telebeheer...)	4	10
Duurzame gebouwen (volgens bouwtype)	20	50
Lichte gebouwen, schuilplaatsen, ...	10	15
Inrichting van gebouwen	10	20
Kantoormeubilair	10	15
Laboratoriumapparaten, kantoormaterieel (behalve informatica), gereedschappen, ...	5	10
Informaticamaterieel	2	5
Machines voor openbare werken, voertuigen, ...	4	10
Elektrische installaties	10	10
Telefonische installaties	5	10

De aflossingsduur van de meters wordt bepaald op grond van de voorschriften van de Federale Dienst Economische Zaken - Afdeling Metrologie.

**BIJLAGE LIII : Definitie van de rubrieken van de analytische exploitatierekening van een distributienet**

De kosten van de distributieactiviteit (klein materiaal, diverse goederen en diensten, personeel, aflossing, voorschot en waardevermindering, uitzonderlijke kosten, ...) worden toegerekend op de verschillende eind- of tussenkostensoorten.

De kosten worden berekend in netto waarde, d.w.z. na aftrek van de eventuele herfactureringen.

Er bestaan 10 eindkostensoorten die verdeeld zijn als volgt :

1. Technische prestaties - onderhoud.
1. Kosten van de overzichten.
2. Wateraankoop.
3. Overige rechtstreekse kosten.
4. Aflossingen van bedrijfsinstallaties.
5. Heffing wegens publiek gebruik.
6. Structuurkosten.
7. Financiële lasten.
8. Waardeverminderingen & minderwaarden, voorschotten en uitzonderlijke lasten.
9. Kostenaanpassingen.

De tussenkostensoorten zijn samengesteld uit :

- Technische algemene kosten.
- Winkelkosten.
- Garagekosten.
- Administratieve lokaalkosten.
- Andere (nader te bepalen).

De tussenkosten worden verdeeld op één of meerdere eindkostensoorten door de toepassing van een dekking op rechtstreekse kosten. De garagekosten (lokale, uitrusting, personeel, ...) worden bv. verdeeld op de reiskosten van de eindkostensoorten "technische prestaties - onderhoud" en "kost van de meteropmetingen" door de werkelijke of standaardkosten van de afgelegde kms voor een bepaalde categorie bedrijfsvoertuig (vb : categorie vrachtwagen) te verhogen met een quotiteit.

**I. EINDKOSTENSOORTEN (afdelingen 1 tot 10).**

1. Technische prestaties - onderhoud.

Ze bestaan uit de volgende taken :

- de controle op het netwerk (opsoren van lekkages, ...)
- het onderhoud van het netwerk (en van de daarop geïnstalleerde apparaten)
- het herstel van het netwerk (herstel van lekkages op leidingen en/of aansluitingen)...

Die werken worden uitgevoerd door eigen personeel of worden onderaanbesteed. In het eerste geval staan de werken vermeld op een werkbon die de personeelsprestaties bevat alsook de reizen, de gebruikte materialen, de gebruiksduur van bouwkundemachines en andere eventuele kosten. In het tweede geval wordt het geheel van de kosten gefactureerd door de onderaannesteder.

De personeelskosten betreffende de technische onderhoudsprestaties worden berekend op grond van rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten) verhoogd met een aandeel ter dekking van technische algemene kosten.

De reiskosten betreffen bedrijfsvoertuigen (vracht- en bestelwagens) en bevatten de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (aflossing, financiële lasten, leasing, onderhoud, herstellen, brandstof, verzekeringen, ...) verhoogd met een aandeel ter dekking van garagekosten.

De kosten van de gebruikte materialen bestaan uit de aankoopkost (tegen de gewogen gemiddelde prijs of volgens de FIFO-methode) van de geplaatste onderdelen, verhoogd met een aandeel ter dekking van winkelkosten.

De gebruikskosten van bouwkundemachines worden gevaloriseerd op grond van een uurkost per bouwkundemachine berekend door een quotiteit ter dekking van garagekosten op te nemen in de rechtstreekse kost (aflossingen, financiële lasten, brandstof, onderhoud, ...)

De overige kosten betreffen prestaties door derden, het huren van machines, ...en worden geboekt op grond van de nominale waarde van de facturen.

2. Kosten van meteropmetingen.

Die werken worden uitgevoerd door eigen personeel of worden onderaanbesteed. In het eerste geval worden personeelsleden duidelijk aangesteld voor die taak; hun kost bevat de rechtstreekse kosten (personeelsprestaties, reizen en overige eventuele kosten). In het tweede geval wordt het geheel van de kosten gefactureerd door de onderaannesteder die de prestaties uitvoert.

De personeelskosten betreffende de meteropmetingen worden vastgesteld op grond van de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten).

De reiskosten betreffen de door het personeel belast met de meteropmetingen gebruikte voertuigen (bestelwagens) en bevatten de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (aflossing, financiële lasten, leasing, onderhoud, herstellen, brandstof, verzekeringen, ...) verhoogd met een aandeel ter dekking van garagekosten.

De overige kosten hebben betrekking op prestaties van derden belast met de meteropmetingen en worden geboekt op grond van de nominale waarde van de facturen alsook op de andere kosten eigen aan het bedrijf zoals bv. de informaticakosten (aflossing, onderhoud, financiële lasten, ...) van de bij de meteropmetingen gebruikte hardware en software, de met die activiteit rechtstreeks verbonden postkosten , ...

3. Wateraankoop.

De wateraankopen komen voort uit de eigen productie ofwel uit andere producenten. Behalve de gevallen waarin de verdeler geen productieactiviteit uitoefent, transiteren de wateraankopen bij andere producenten via de productieactiviteit.

De wateraankopen worden uitgevoerd tegen de gemiddelde productiekost (eigen productie) en/of tegen de aankoopkost (productie van derden).

#### 4. Overige rechtstreekse kosten.

Ze bevatten met name de werkingskosten van de gebouwen en werken eigen aan de distributieactiviteit alsook overige rechtstreekse kosten.

De werkingskosten van de gebouwen en werken eigen aan de distributieactiviteit bevatten :

De werkingskosten van de eigenlijke gebouwen en werken, namelijk de onderhouds- en verzorgingskosten met inbegrip van de onmiddellijke omgeving, de elektriciteits-, verwarmings-, gas- en verzekeringskosten alsook de aflossingslasten,...

De kosten van de voor de gebouwen en werken aangestelde personeelsleden die geen prestaties verrichten voor één van de andere twee activiteiten (technische prestaties & meteropmeting), worden vastgesteld op grond van de rechtstreekse werkelijke of standaardkosten (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten).

De overige kosten hangen af van elke operator en betreffen bv het telebeheer, de dienst metrologie, de N.M.B.S.-doorgangsheffing,...

De interne kosten worden vastgesteld door de zogenaamde volledige kostenberekening toe te passen (vb : telebeheer met inbegrip van materiaalkosten - aflossing, financiële lasten, onderhoud, ... - de kosten van de voor die activiteit aangestelde personeelsleden, ...). De externe kosten stemmen in het algemeen overeen met de nominale waarde van de facturen.

#### 5. Aflossingen van bedrijfsinstallaties.

De bedrijfsinstallaties betreffen de netwerken (leidingen, afsluiters, aansluitingen) en de meters.

De aflossingslasten volgen de in het boekhoudplan van de watersector vastgestelde evaluatieregels.

#### 6. Heffing en/of vergoeding wegens publiek gebruik.

Dit betreft de heffing en/of de vergoeding wegens publiek gebruik verleend door de gemeenten op het grondgebied waarvan het distributienet is geïnstalleerd.

De last stemt overeen met de nominale waarde van de heffing en/of van de vergoeding.

#### 7. Structuurkosten.

Die kosten zijn in het algemeen gemeenschappelijk aan de productie- en distributieactiviteiten. Ze bevatten de kosten van verschillende functionele diensten die niet rechtstreeks worden toegerekend via de kosten van technische prestaties of meteropmetingen. De algemene administratieve kosten alsook de overige kosten worden ook opgenomen.

De kosten van de functionele diensten hebben betrekking op de kosten van de Directie (Directoraat-generaal, andere Directies, Secretaris-generaal, beheersorganen, ...), het bestuur (boekhouding, HR, administratieve diensten, andere, ...), de juridische dienst, de klanten- en invorderingsdienst (facturering, geschillen, ombudsman), de dienst studies en tekeningen, de informaticadienst. De kosten worden bepaald volgens de volledige kostenberekening, d.w.z. dat ze het volgende opnemen :

- de rechtstreekse kosten van het dienstpersoneel (wedde, premies en diverse toeslagen, sociale werkgeversbijdragen, wetsverzekering, overige diverse kosten);
- de overige rechtstreekse kosten van de dienst (aankopen, verbruiken, erelonen, ...)
- Een aandeel van de gebouwkosten gegrond op het werkelijk gebruik.

De kosten zijn vrij van de bedragen die aan andere diensten gefactureerd zijn of die toegerekend zijn op de technische prestaties/meteropmetingen.

De administratieve algemene kosten bevatten de overige kosten die niet opgenomen zijn in de bovenvermelde functionele afdelingen en die verbonden zijn met het economaat, het meubilair, het kantoomaterieel, de documentatie (niet eigen aan een dienst), de met de meteropmeting niet verbonden postkosten,...

In de overige kosten worden o.a. opgenomen de voorzieningen voor risico's en kosten, de financiële lasten alsook de uitzonderlijke lasten niet rechtstreeks verbonden met de distributieactiviteit alsook (nader te bepalen) andere kosten dan die verbonden met de functionele diensten of met de algemene administratieve kosten.

#### 8. Financiële lasten.

De financiële lasten verbonden met de leningen aangegaan voor de aanwerving van distributie-installaties staan ook apart vermeld onder deze rubriek.

De financiële lasten worden toegerekend op grond van de werkelijk gedragen kosten.

#### 9. Waardevermindering op dubieuze vorderingen, voorzieningen voor risico's en kosten, uitzonderlijke lasten.

De waardeverminderingen op dubieuze vorderingen worden vastgesteld overeenkomstig de voorschriften van het boekhoudplan in de watersector. De dotaties en terugnemingen van voorzieningen alsook de uitzonderlijke lasten worden geboekt in overeenstemming met de regels van het boekhoudkundig recht.

De dotaties en terugnemingen van voorzieningen voor risico's en lasten alsook de uitzonderlijke lasten worden opgenomen onder deze rubriek voor zover ze eigen zijn aan de distributieactiviteit. Zoals hierboven vermeld worden de dotaties/terugnemingen en andere niet-specifieke lasten opgenomen onder de structuurkosten.

#### 10. Kostenaanpassingen.

Onder deze rubriek worden o.a. opgenomen :

- de door derden gedragen kosten voor rekening van de distributieoperator maar die niet gefactureerd zijn;
- de verschillen tussen werkelijke kost en standaardkost indien die verschillen niet toegerekend zijn op de overeenstemmende afdelingen.

## II. TUSSENKOSTENSOORTEN.

### a. Algemene technische kosten.

Die kosten betreffen :

- De aankoop van klein materiaal, ijzerwaren, klein gereedschap, verkeerstekens, ...
- De kost (gevaloriseerd volgens de volledige kostenberekening : aflossing, onderhoud, verzekeringen, onderhoudspersoneel en -lokalen,...) van het zware bedrijfsmateriaal zoals kranen, compressoren, ...

- Andere

Ze worden rechtstreeks toegerekend via een bijkomend kostenaandeel dat het standaarduurpercentage van de arbeidskosten belast.

- b. Winkelkosten.

Die kosten omvatten :

- Personeelskosten.
- Voertuigkosten.
- Gebouwkosten.
- Aflossingen van uitrustingen.
- Verbruik.
- Andere.

Ze worden rechtstreeks toegerekend via een bijkomend kostenaandeel dat de rechtstreekse materiaalkosten belast.

- c. Garagekosten.

In de garagekosten wordt het volgende opgenomen :

- Personeelskosten.
- Voertuigkosten.
- Gebouwkosten.
- Aflossingen van uitrustingen.
- Verbruik.
- Andere.

Ze worden rechtstreeks toegerekend via een bijkomend kostenaandeel (reizen of bouwkundemachines) dat de rechtstreekse kosten van de voertuigen of machines belast.

- d. Administratieve lokaalkosten.

Ze bestaan uit :

- Aflossingen van het of de gebouwen en inrichtingswerken.
- Onderhoud.
- Herstellen.
- Kosten van het onderhoudspersoneel.
- Klein materiaal.
- Andere.

Ze worden toegerekend op de verschillende functionele diensten op grond van de gebruikte oppervlakten.

- e. Andere.

De aard en de toerekeningswijze van die kosten worden nader bepaald.

**BIJLAGE LIV : Definitie van de rubrieken van de samenvattende exploitatierekening van de verdeler in het Waalse Gewest**

Door de samenvattende exploitatierekening kunnen voor een gegeven verdeler de reële kostprijs van de waterdistributie voor de verbruikers alsook het netto resultaat van de waterverkoop en van de "Distributieactiviteit" worden berekend.

Elke rubriek wordt kort uitgelegd.

**I. Waterverkoop.**

Vermeld staan de omzetcijfers van de verdeler betreffende de waterverkoop en de heffing die berekend zijn volgens de gebruikelijke boekhoudkundige regels voor bedrijven, met inbegrip van de in hoofde van het sociaal fonds gefactureerde quotiteit.

**II. Totale reële kostprijs voor verbruikers.**

De totale reële kostprijs voor de verbruikers bestaat uit de som van de kost van de distributienetten en van sommige specifieke bijkomende lasten die opgenomen zijn.

**II.A Distributienetten.**

Deze rubriek bestaat uit de reële kostprijs van het geheel van de distributienetten voor het boekjaar.

**II.B Andere lasten opgenomen in de reële kostprijs van het water.**

Deze rubriek bestaat uit verschillende lasten zoals :

- de opportuniteitskost gevormd door de heffing op de ontvangsten van een quotiteit bestemd om de vernieuwing van het netwerk te financieren, verplicht tijdens de periode waarin de aflossingslasten onvoldoende zijn om de zelffinanciering daarvan te verzekeren; die kost wordt vastgesteld als het verschil tussen de renovatiekosten van het distributienet ten belope van maximum 1,5 % en de werkelijk geboekte aflossingslasten van het net.

- de facturering van de terugbetaling van de schuld (kapitaalbedrag) als tegenprestatie voor de aandelen bij de waterverdeler

**II.C Totale Reële Kostprijs Distributie.**

De Totale Reële Kostprijs Distributie is gelijk aan de som van de reële kostprijs van de distributienetten (afdeling II.A) en van de andere lasten die opgenomen zijn in de waterverkoopprijs (afdeling II.B).

**II.D Totale Reële Kostprijs Sanering.**

De Totale Reële Kostprijs Sanering is gelijk aan het door de "S.P.G.E." gefactureerde bedrag op grond van de m<sup>3</sup> die verdeeld zijn in het kader van het dienstcontract betreffende de openbare sanering van het huishoudelijk afvalwater.

**II.E Sociaal fonds.**

Het sociaal fonds stemt overeen met de bijdrage ten laste van de verdelers die vastgesteld is op grond van de gefactureerde m<sup>3</sup> water overeenkomstig het decreet van 20 februari 2003 houdende oprichting van een Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest.

**III. Netto resultaat van de waterverkoop.**

Het netto resultaat van het boekjaar is het verschil tussen de waterverkoop (rubriek I) en de totale reële kostprijs voor de verbruikers (rubriek II).

**IV. Netto resultaat van de aan derden gefactureerde werken.**

Het gaat om de kosten van de (technische) operationele diensten voor rekening van derden.

Overeenstemmende inkomsten staan vermeld tegenover die lasten in de vorm van een facturering aan derden (bv. voor aansluitingskosten).

**V. Netto resultaat van de "Distributieactiviteit".**

Het netto resultaat van de "Distributieactiviteit" bestaat uit de som van het nettoresultaat van de waterverkoop (rubriek III) en van het nettoresultaat van de aan derden gefactureerde netto werken (rubriek IV).

**VI. Aanvullende informatie.**

De kost van de voor eigen rekening uitgevoerde werken (de zogenaamde "vaste productie") staat vermeld bij wijze van aanvullende informatie. De vaste productie bevat het geheel van de door de diensten van de verdeler uitgevoerde werken.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juli 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 2046

[2005/202104]

**20 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004  
relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, et du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2254/2004 de la Commission du 27 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2223/2004 du Conseil du 22 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la décision n° C(2000)2725 de la Commission du 25 septembre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006;

Vu la décision n° C(2004)2930 de la Commission du 22 juillet 2004 approuvant les modifications apportées au document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006 et modifiant la décision de la Commission C(2000)2725 portant approbation de ce document de programmation;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 17 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juillet 2005;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2005;

Vu l'urgence;